

- le retour d'informations.

CHAPITRE IV. — *Modalités de la consultation publique définie à l'article 76 de la loi du 8 décembre 2022*

Art. 15. La consultation publique organisée dans le courant de l'année 2025 conformément à l'article 76 de la loi du 8 décembre 2022 vise à impliquer de manière transparente et directe les personnes physiques, les entreprises et les institutions dans l'amélioration de la qualité et de l'exécutabilité de la loi du 8 décembre 2022.

La consultation publique est organisée de préférence par voie numérique.

Les noms des personnes physiques participants à la consultation publique sont traités conformément à la législation en matière de protection des données personnelles.

La consultation publique est élaborée par le Service public fédéral Stratégie et Appui en collaboration avec l'Audit fédéral et les canaux de signalement externe.

À l'issue du processus de consultation, le Service public fédéral Stratégie et Appui publie un rapport de la consultation publique sur le site internet.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 16. Les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Fonction publique,
P. DE SUTTER

- de feedback.

HOOFDSTUK IV. — *Nadere regels van de openbare raadpleging bedoeld in artikel 76 van de wet van 8 december 2022*

Art. 15. De in de loop van 2025 georganiseerde openbare raadpleging overeenkomstig artikel 76 van de wet van 8 december 2022 heeft tot doel natuurlijke personen, bedrijven en instellingen op een transparante en directe manier te betrekken bij het verbeteren van de kwaliteit en van de afdwingbaarheid van de wet van 8 december 2022.

De openbare raadpleging wordt bij voorkeur digitaal georganiseerd.

De namen van de natuurlijke personen die deelnemen aan de openbare raadpleging worden behandeld in overeenstemming met de wetgeving inzake de bescherming van persoonsgegevens.

De openbare raadpleging wordt opgesteld door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in samenwerking met de Federale Audit en de externe meldingskanalen.

Na afloop van het openbare raadplegingsproces publiceert de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning een verslag op de website.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 16. De ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 oktober 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2023/45442]

12 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise l'exécution de l'article 106 de la loi du 15 mai 2007 relative à la Sécurité civile.

L'application des dispositions relatives au régime disciplinaire contenues dans le livre 10 et aux recours devant la chambre de recours fédérale contenues dans l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours a montré la nécessité de faire évoluer le texte sur plusieurs points. Les modifications ci-dessous ont été apportées à la suite de discussions avec les différentes parties prenantes et après concertation avec les organisations syndicales.

Article 1^{er}

La définition de délégué du commandant est insérée. Le délégué peut être soit un membre du personnel opérationnel soit un membre du personnel administratif comme par exemple un membre du personnel des ressources humaines.

Cette délégation peut être ponctuelle ou permanente.

Articles 2, 3, 4

Ces articles ont été insérés suite à l'avis n° 73.623/2 du 11 juillet 2023 du Conseil d'Etat demandant de revoir la numérotation du nouveau Livre 10. – Du régime disciplinaire.

Cette nouvelle numérotation a des conséquences sur les références contenues dans l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours qui ont donc été adaptées.

Article 5

L'effet suspensif du recours devant la chambre de recours est maintenu pour les recours introduits à l'encontre :

- de deux mentions « insatisfaisant » visées à l'article 169 ;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2023/45442]

12 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan ik de eer heb het ter ondertekening aan Uwe Majesteit voor te leggen beoogt de uitvoering van artikel 106 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de Civiele veiligheid.

De toepassing van de bepalingen betreffende de tuchtregeling van boek 10 en het beroep voor de federale beroepskamer van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones en het koninklijk besluit van 19 april 2014 houdende bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, heeft aangetoond dat het noodzakelijk is de tekst op een aantal punten aan te passen. Onderstaande wijzigingen kwamen tot stand na besprekingen met de verschillende stakeholders en na onderhandeling met de vakorganisaties.

Artikel 1

De definitie van afgevaardigde van de commandant wordt ingevoegd. De afgevaardigde kan een operationeel of administratief personeelslid zijn, zoals een personeelslid van human resources.

Deze afvaardiging kan eenmalig of permanent zijn.

Artikelen 2, 3, 4

Deze artikelen werden ingevoegd naar aanleiding van het advies nr 73.623/2 van de Raad van State van 11 juli 2023 dat verzoekt om de nummering van het nieuwe boek 10- Tuchtregeling te herzien.

Deze nieuwe nummering heeft gevolgen voor de verwijzingen die gebruikt worden in het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones, die zodoende werden aangepast.

Artikel 5

De schorsende werking van het beroep voor de beroepskamer blijft behouden voor de beroepen ingediend tegen:

- twee vermeldingen "onvoldoende" bedoeld in artikel 169;

- des sanctions disciplinaire à l'encontre du personnel opérationnel (article 259) et des sanctions disciplinaires à l'encontre du commandant de zone (article 261).

L'effet suspensif est par contre supprimé pour le recours à l'encontre de la suspension dans l'intérêt du service. En effet, la suspension dans l'intérêt du service à l'encontre d'un agent a pour objectif de maintenir l'agent à l'écart de ses fonctions. L'on peut citer l'exemple de la zone qui constate des faits graves relatés dans la presse et veut suspendre l'agent le temps de disposer des informations nécessaires pour éventuellement commencer une procédure disciplinaire. L'on peut également citer l'exemple de la zone qui prononce une sanction de démission d'office. Si l'agent introduit un recours devant la chambre de recours, et que ce recours a un effet suspensif, l'agent réintègre ses fonctions dans la zone. Or, en prononçant, une suspension dans l'intérêt du service, la zone a pour objectif d'éloigner l'agent du service car sa présence est incompatible avec l'intérêt du service. Il est donc nécessaire que le recours à l'encontre de la suspension dans l'intérêt du service n'ait pas d'effet suspensif.

Durant la suspension dans l'intérêt du service, l'agent est maintenu en activité de service.

Articles 6, 9

Cette modification introduit la possibilité pour le membre du personnel de se faire représenter et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

Articles 7, 10, 11

L'avis du Conseil d'Etat n° 73.623/2 du 11 juillet 2023 précise qu'il est inutile d'ajouter le mot « calendrier » après le mot « jours » pour exprimer la règle selon laquelle tous les jours du calendrier doivent être comptabilisés. Le mot « jours », pris isolément, suffit à cet effet. Par conséquent, tous les délais de la procédure (y compris ceux repris dans les livres 10 et 12) sont indiqués en jours sans autre précision. Il s'agit dans ce cas de jours calendriers.

Des délais supplémentaires ont été introduits dans les livres 10 et 12 pour diligenter la procédure, en d'autres termes pour qu'elle soit menée à bien dans des délais raisonnables.

Article 8

Le mot « audition » a été modifié par le mot « audience » afin que les versions néerlandaise et française du texte soient identiques.

Il est effectivement possible que plusieurs audiences soient nécessaires sans que celles-ci ne comportent systématiquement une audition.

Il est également précisé que le délai de 6 semaines prévu par l'article 173/6 est un délai d'ordre. Aucune sanction (nullité ou déchéance) n'est prévue pour le dépassement de ce délai. En effet, une circonstance exceptionnelle qui impliquerait que la chambre de recours ne puisse respecter ce délai ne peut avoir pour conséquence qu'il n'y ait pas de décision.

Il est introduit un délai dans lequel la notification de la décision doit avoir lieu. Ce délai est déjà précisé dans l'arrêté ministériel du 22 juin 2018 fixant le règlement d'ordre intérieur de la chambre de recours pour le personnel opérationnel des zones de secours. Il est introduit dans le statut afin de régler l'ensemble des délais de la procédure dans un même texte réglementaire.

Article 10

Le livre 10 relatif à la procédure disciplinaire est intégralement remplacé.

Les articles 247 et 248 introduisent la possibilité de prononcer un avertissement. Il ne s'agit pas d'une sanction disciplinaire. Si le membre du personnel reçoit un avertissement, il ne pourra pas recevoir de sanction disciplinaire pour ce même fait. L'objectif est d'attirer l'attention du membre du personnel sur un comportement inadéquat et d'en laisser la trace dans son dossier personnel. Si l'agent adopte à nouveau un comportement inadéquat (identique ou non à celui pour lequel il a reçu un avertissement) qui mène à l'ouverture d'une procédure disciplinaire, il pourra être fait état de l'avertissement dans le cadre de la procédure disciplinaire.

Les articles 249, 254, 256, 257, 277, 278, 279, 279/2, 279/4, 279/6 ne suscitent pas de commentaires et/ou n'ont pas fait l'objet de modification.

L'article 250 clarifie les sanctions disciplinaires prononcées à l'encontre du personnel opérationnel professionnel et volontaire mais également à l'encontre du commandant de zone.

La sanction de suspension disciplinaire à l'encontre du personnel professionnel est retirée des sanctions. Par contre, la suspension disciplinaire est maintenue pour le personnel volontaire puisque le membre du personnel suspendu disciplinairement ne pourra pas venir prêter et ne sera donc pas payé pour ses prestations.

- tuchtsancties tegen het operationeel personeel (artikel 259) en tuchtsancties tegen de zonecommandant (artikel 261).

De schorsende werking wordt daarentegen geschrapt voor het beroep tegen de schorsing in het belang van de dienst. De schorsing in het belang van de dienst tegen een personeelslid heeft immers als doel het personeelslid uit zijn functies te weren. Er kan het voorbeeld aangehaald worden van de zone die ernstige in de pers verschenen feiten vaststelt en het personeelslid wil schorsen gedurende de tijd die nodig is om over de nodige informatie te beschikken om eventueel een tuchtprocedure op te starten. Er kan ook het voorbeeld aangehaald worden van de zone die een sanctie van ontslag van ambtswege uitspreekt. Indien het personeelslid een beroep indient voor de beroepskamer en dit beroep een schorsende werking heeft, neemt het personeelslid zijn functies in de zone opnieuw op. Door een schorsing in het belang van de dienst uit te spreken, streeft de zone ernaar het personeelslid uit de dienst te weren omdat zijn aanwezigheid onverenigbaar is met het belang van de dienst. Het is dus noodzakelijk dat het beroep tegen de schorsing in het belang van de dienst geen schorsende werking heeft.

Tijdens de schorsing in het belang van de dienst wordt het personeelslid in dienstactiviteit gehouden.

Artikelen 6, 9

Deze wijziging voert de mogelijkheid in voor het personeelslid om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk te moeten deelnemen aan de procedure.

Artikelen 7, 10, 11

Het advies nr. 73.623/2 van de Raad van van 11 juli 2023 stelt: dat het geen zin heeft de term "kalenderdagen" boven de term "dagen" te verkiezen voor het formuleren van de regel dat de termijn niet in werkdagen uitgedrukt wordt. De term "dagen" volstaat in dat verband. Zodoende worden alle termijnen van de procedure (met inbegrip van de termijnen in de boeken 10 en 12) in dagen vermeld, zonder verdere precisering. Het betreft kalenderdagen.

Er zijn bijkomende termijnen opgenomen in de boeken 10 en 12 om de procedure te versnellen, met andere woorden om de procedure binnen redelijke termijnen tot een goed einde te brengen.

Artikel 8

Het woord "verhoor" werd gewijzigd door het woord "zitting" zodat de Nederlandstalige en Franstalige versie van de tekst identiek zijn.

Het is inderdaad mogelijk dat er verschillende zittingen nodig zijn, zonder dat deze systematisch een verhoor inhouden.

Er wordt eveneens gepreciseerd dat de door artikel 173/6 voorziene termijn van 6 weken een termijn van orde is. Er is geen sanctie (nietigverklaring of vervallenverklaring) voorzien indien deze termijn wordt overschreden. Een uitzonderlijke omstandigheid waardoor de beroepskamer deze termijn niet kan naleven, kan immers niet als gevolg hebben dat er geen beslissing is.

Er wordt een termijn voorzien waarin de kennisgeving van de beslissing moet plaatsvinden. Die termijn is reeds gepreciseerd in het ministerieel besluit van 22 juni 2018 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de beroepskamer voor het operationeel personeel van de hulpverleningszones. Deze termijn wordt opgenomen in het statuut zodat alle termijnen van de procedure in éénzelfde reglementaire tekst worden geregeld.

Artikel 10

Het boek 10 betreffende de tuchtprocedure wordt integraal vervangen.

De artikelen 247 en 248 voeren de mogelijkheid in om een waarschuwing uit te spreken. Het betreft geen tuchtsanctie. Indien een waarschuwing uitgesproken wordt, kan het personeelslid geen tuchtsanctie meer krijgen voor hetzelfde feit. Het doel is de aandacht van het personeelslid te vestigen op een ongepast gedrag en een spoor na te laten in zijn persoonlijk dossier. Indien het personeelslid opnieuw ongepast gedrag vertoont (al dan niet identiek aan het gedrag waarvoor hij een waarschuwing heeft gekregen) dat leidt tot het openen van een tuchtprocedure, kan er gewag worden gemaakt van de waarschuwing in het kader van de tuchtprocedure.

Over de artikelen 249, 254, 256, 257, 277, 278, 279, 279/2, 279/4, 279/6 worden geen opmerkingen gemaakt en/of ze worden niet gewijzigd.

Artikel 250 geeft toelichting bij de tuchtsancties uitgesproken tegen operationeel beroepspersoneel en vrijwillig operationeel personeel, maar eveneens tegen de zonecommandant.

De sanctie van tuchtschorsing tegen het beroepspersoneel wordt uit de sancties geschrapt. De tuchtschorsing blijft daarentegen behouden voor het vrijwillig personeel, omdat het tuchtrechtelijk geschorst personeelslid niet kan komen presteren en dus niet voor zijn prestaties zal worden betaald.

Par conséquent, la suspension pour le personnel opérationnel volontaire est comparable mutatis mutandis à la retenue de traitement pour le personnel opérationnel professionnel.

Comme le volontaire est libre de ses engagements, une retenue de traitement n'est pas une sanction adaptée car si on lui applique une retenue de traitement, le volontaire risque bien de ne plus venir prêter. C'est pourquoi la retenue de traitement n'est pas prévue pour le volontaire.

La fin du mandat du commandant de zone n'est pas prévue dans les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées à l'encontre du commandant car il ne s'agit pas d'une sanction disciplinaire à proprement parler mais bien d'une mesure complémentaire qui peut être prise par le conseil en vertu l'article 13, alinéa 1^{er}, 3^o de l'arrêté royal du 26 mars 2014 fixant le profil de fonction du commandant d'une zone de secours et les modalités de sa sélection et de son évaluation.

L'article 251 introduit la possibilité de pouvoir prendre en considération des circonstances atténuantes (comme par exemple, un pompier qui a un problème médical d'addiction et qui s'engage à suivre un traitement pour que le problème ne se reproduise plus) ou aggravantes (comme par exemple quand l'acte a été commis dans le but de nuire à autrui).

L'article 252 permet une retenue de traitement jusque dix-huit mois. Cette sanction permet une meilleure flexibilité de la sanction (de 1 à 18 mois) et une meilleure gradation par rapport aux autres sanctions telles que la régression barémique ou la rétrogradation.

L'article 253 permet une suspension disciplinaire jusqu'à douze mois. Cette sanction permet une meilleure flexibilité de la sanction (de 1 à 12 mois) et une meilleure gradation par rapport à la sanction de la rétrogradation.

L'article 255 définit la rétrogradation. En cas de rétrogradation, le membre du personnel professionnel ou volontaire se voit appliquer automatiquement le nouveau statut pécuniaire (tout comme pour la rétrogradation volontaire).

Les articles 258 et 260 précisent qu'il revient au commandant de zone ou au président d'entamer ou non une procédure disciplinaire. Cette décision et l'instruction du dossier ont pour conséquence qu'ils ne présentent plus les garanties d'impartialité nécessaires pour prendre une décision qui devra dès lors être prise respectivement par le collège ou le conseil.

Les articles 259 et 261 répartissent le pouvoir de décision entre le collège et le conseil. En vue de garantir une plus grande rapidité de traitement des procédures disciplinaires, les sanctions légères (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation) sont prononcées par le collège qui se réunit plus régulièrement que le conseil auquel seules les sanctions sévères (démission d'office et révocation) sont confiées.

L'article 262 a été clarifié. L'audition visée par cet article est l'audition formelle visée à l'article 267. N'est donc pas visé toute discussion ou tout échange qu'aurait le commandant directement après les faits. En effet, après avoir entendu la personne immédiatement après les faits, le commandant pourrait décider de ne pas entamer de procédure disciplinaire.

L'instruction est réalisée tant à charge qu'à décharge.

La modification apportée aux articles 263, 265, 269, 271, 273 permet au membre du personnel de se faire représenter et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

L'article 264 énonce qu'un rapport introductif peut être rédigé si les faits sont directement portés à la connaissance du commandant ou de son délégué et ce, sans nécessité d'avoir un rapport d'information préalable.

L'article 264 permet également, si le membre du personnel effectue d'autres tâches que des missions opérationnelles, que la personne dont il dépend pour ces autres tâches puisse rédiger un rapport d'information.

L'article 266 permet au commandant de réaliser l'audition du membre du personnel. Il permet également au commandant/son délégué ou au membre du personnel de « répondre » aux documents déposés ou aux questions posées lors de son audition (possibilité de produire un contre-témoignage ou une pièce complémentaire).

L'article 267 introduit la possibilité pour un membre du personnel administratif d'assister à l'audition du membre du personnel opérationnel avec le commandant ou son délégué.

L'objectif de l'article 268 est que le procès-verbal soit rédigé immédiatement au moment de l'audition afin de clôturer le procès-verbal à la fin de l'audition qu'il soit signé avec ou sans réserves ou que le refus de signer soit acté. Si le procès-verbal ne peut pas être rédigé au

De schorsing voor het vrijwillige operationele personeelslid is dientengevolge mutatis mutandis vergelijkbaar met de inhouding van wedde voor het operationele beroepspersoneel.

Aangezien de vrijwilliger vrij is om zijn of haar eigen verbintenissen aan te gaan, is een inhouding van wedde geen passende sanctie, want als een inhouding van wedde wordt toegepast, bestaat de kans dat de vrijwilliger niet meer komt werken. Daarom is de inhouding van wedde niet voorzien voor de vrijwilliger.

De beëindiging van het mandaat van de zonecommandant is niet opgenomen in de tuchtsancties die kunnen uitgesproken worden tegen de commandant, omdat het niet gaat om een eigenlijke tuchtsanctie, maar om een bijkomende maatregel die door de raad genomen kan worden krachtens artikel 13, eerste lid, 3^o van het koninklijk besluit van 26 maart 2014 tot vaststelling van het functieprofiel van de commandant van een hulpverleningszone en van de nadere bepalingen voor zijn selectie en zijn evaluatie.

Artikel 251 voert de mogelijkheid in om rekening te houden met verzachtende omstandigheden (zoals een brandweerman die een misch of verslavingsprobleem heeft en die zich ertoe verbindt een behandeling te volgen opdat het probleem niet meer voorkomt) of verzwarende omstandigheden (zoals wanneer het feit werd gepleegd met als doel schade toe te brengen aan iemand anders).

Artikel 252 maakt een inhouding van wedde tot achttien maanden mogelijk. Deze sanctie maakt een grotere variatie van de sanctie (van 1 tot 18 maanden) en een betere gradatie met betrekking tot de andere sancties, zoals de lagere inschaling of de terugzetting, mogelijk.

Artikel 253 maakt een tuchtschorsing tot twaalf maanden mogelijk. Deze sanctie maakt een grotere variatie van de sanctie (van 1 tot 12 maanden) en een betere gradatie met betrekking tot de sanctie van de terugzetting mogelijk.

Artikel 255 bepaalt de terugzetting. In geval van terugzetting moet op het beroepspersoneelslid of vrijwillig personeelslid automatisch het nieuw geldelijk statuut worden toegepast (net als voor de vrijwillige terugzetting).

De artikelen 258 en 260 preciseren dat het de taak is van de zonecommandant of de voorzitter om de tuchtprocedure al dan niet op te starten. Deze beslissing en het onderzoek van het dossier hebben als gevolg dat zij niet meer de vereiste waarborgen inzake onpartijdigheid bieden om een beslissing te nemen die dan ook zal moeten worden genomen door respectievelijk het college of de raad.

De artikelen 259 en 261 verdelen de beslissingsbevoegdheid tussen het college en de raad. Om de tuchtprocedures sneller te kunnen behandelen, worden de lichte sancties (blaat, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) uitgesproken door het college dat op meer regelmatige basis samenkomt dan de raad aan wie alleen de zware sancties (ontslag van ambtswege en afzetting) worden toevertrouwd.

Artikel 262 werd verduidelijkt. Het verhoor bedoeld in dit artikel is het formele verhoor bedoeld in artikel 267. Een bespreking of uitwisseling met de commandant die net na de feiten zou plaatsvinden, worden hier dus niet bedoeld. Na de persoon onmiddellijk na de feiten te hebben gehoord, zou de commandant immers kunnen beslissen om geen tuchtprocedure op te starten.

Het onderzoek wordt à charge en à décharge gevoerd.

De wijziging aangebracht aan de artikelen 263, 265, 269, 271, 273 stelt het personeelslid in staat om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk te moeten deelnemen aan de procedure.

In artikel 264 wordt bepaald dat een inleidend verslag kan worden opgesteld als de feiten rechtstreeks ter kennis worden gebracht van de commandant of diens afgevaardigde. Er is dan geen informatieverlag nodig.

Artikel 264 stelt eveneens dat als het personeelslid ook andere taken uitvoert dan de operationele opdrachten, de persoon die voor die andere taken leiding geeft aan de betrokkene, een informatieverlag mag opstellen.

Artikel 266 bepaalt dat de commandant het verhoor van het personeelslid mag uitvoeren. Het stelt de commandant/diens afgevaardigde of het personeelslid in staat om "een antwoord te bieden" op de ingediende documenten of op de vragen die tijdens zijn verhoor werden gesteld (mogelijkheid om een tegengetuigenis af te leggen of aanvullende stukken voor te leggen).

Artikel 267 voert de mogelijkheid in voor een administratief personeelslid om het verhoor van het operationeel personeelslid bij te wonen samen met de commandant of zijn afgevaardigde.

Het doel van artikel 268 is dat het proces-verbaal onmiddellijk op het moment van het verhoor wordt opgesteld om het proces-verbaal af te sluiten, ongeacht of het ondertekend wordt met of zonder opmerkingen of met vermelding van de weigering tot ondertekening. Indien het

moment de l'audition, il doit être envoyé pour accord ou remarques. Dans ce cas, le procès-verbal est clôturé après l'écoulement du délai de 14 jours donné au membre du personnel pour le renvoi du procès-verbal.

L'article 270 prévoit que si le commandant ou son délégué estime que les faits doivent être sanctionnés, il transmet le dossier au collège. En réalisant l'instruction du dossier, le commandant ou son délégué ne présente plus les garanties d'impartialité suffisantes pour se prononcer sur la sévérité d'une sanction. Il ne lui revient donc plus de décider de la sévérité de la sanction mais uniquement de décider s'il y a lieu ou non de sanctionner. Cette décision doit être prise dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal, à peine de déchéance de l'action disciplinaire.

Les articles 271 à 279 énoncent la procédure devant le collège ou le conseil.

L'article 271 précise le contenu de la convocation. Cette convocation peut reprendre le rapport introductif de la procédure qui peut être complété ou peut consister en un nouveau rapport introductif rédigé par le collège ou le conseil.

L'objectif de l'article 272 est que le procès-verbal soit rédigé immédiatement au moment de l'audition afin de clôturer le procès-verbal à la fin de l'audition qu'il soit signé avec ou sans réserves ou que le refus de signer soit acté. Si le procès-verbal ne peut pas être rédigé au moment de l'audition, il doit être envoyé pour accord ou remarques. Dans ce cas, le procès-verbal est clôturé après l'écoulement du délai de 14 jours donné au membre du personnel pour le renvoi du procès-verbal. Le collège ou le conseil ne peut donc prendre sa décision que lors d'une prochaine séance, ce qui peut causer des problèmes de quorum car seuls les membres présents à l'audition peuvent participer à la décision (article 278).

L'article 274 exclut de la délibération de la décision prise par le collège ou le conseil, le commandant ou son délégué ainsi que le délégué du collège qui a participé à l'audition du membre du personnel afin de garantir l'impartialité de la délibération. Il devra être fait mention dans la délibération du collège ou du conseil que ces personnes sont bien sorties de la salle et n'ont pas participé à la délibération.

Les articles 274 et 275 concernent la prise de décision. Après avoir entendu le commandant ou son délégué et le membre du personnel, le collège décide soit de prononcer une sanction légère (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation) soit de transmettre le dossier vers le conseil pour une sanction sévère (démission d'office ou révocation).

L'article 276 permet au conseil, s'il estime que les faits ne doivent pas être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, de prononcer une sanction plus légère (blâme, retenue de traitement, suspension disciplinaire, régression barémique ou rétrogradation).

Le délai prévu par l'article 279/1 pour introduire un recours devant la chambre de recours fédérale a été allongé à 20 jours.

La suspension de l'écoulement des délais prévus par l'article 279/3 permet au commandant de se renseigner sur l'action pénale en cours ou d'attendre, dans le respect d'un délai raisonnable, la décision pénale avant d'entamer une procédure disciplinaire. Le § 2 de l'article 279/3 prévoit d'ailleurs la possibilité de retirer la décision disciplinaire en cas d'incompatibilité de celle-ci avec la décision pénale.

L'article 279/5 introduit la possibilité de joindre des nouveaux faits liés à une procédure disciplinaire en cours pour autant que le membre du personnel ait pu en être informé au minimum 14 jours avant l'audition.

Les articles 279/7 à 279/23 introduisent une procédure propre au commandant de zone. Cette procédure est calquée sur celle applicable aux autres membres opérationnels. Il est donc renvoyé vers les commentaires de ces articles.

Article 11

Le livre 12 relatif à la suspension dans l'intérêt du service est intégralement remplacé.

La compétence de décider d'une suspension dans l'intérêt du service est transmise vers le collège qui se réunit plus régulièrement, ce qui permet plus de rapidité dans le traitement de la procédure.

Il est introduit dans l'article 291 un troisième motif pour lequel la suspension dans l'intérêt du service peut être prononcée : « lorsque la présence du membre du personnel est incompatible avec l'intérêt du service ».

procès-verbaal niet op het moment van het verhoor kan worden opgesteld, moet het voor akkoord of opmerkingen worden opgestuurd. In dat geval is het proces-verbaal afgesloten na verloop van de aan het personeelslid gegeven termijn van 14 dagen voor het terugsturen ervan.

Artikel 270 bepaalt dat wanneer de commandant of diens afgevaardigde van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden, de commandant of diens afgevaardigde het dossier aan het college bezorgt. Aangezien de commandant of diens afgevaardigde het dossier aanlegt, kan hij onvoldoende garanderen dat hij onpartijdig is om te beslissen over de zwaarte van een sanctie. Hij dient dus niet langer te beslissen over de zwaarte van de sanctie, maar enkel te beslissen of er al dan niet dient te worden bestraft. Deze beslissing moet worden genomen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal, op straffe van verval van de tuchtvordering.

De artikelen 271 tot en met 279 behandelen de procedure voor het college of de raad.

In artikel 271 wordt de inhoud van de oproeping verduidelijkt. Deze oproeping mag het inleidend verslag van de procedure hernemen dat kan worden aangevuld, of kan bestaan uit een nieuw inleidend verslag opgesteld door het college of de raad.

Het doel van artikel 272 is dat het proces-verbaal onmiddellijk op het moment van het verhoor wordt opgesteld om het proces-verbaal af te sluiten, ongeacht of het ondertekend wordt met of zonder opmerkingen of met vermelding van de weigering tot ondertekening. Indien het proces-verbaal niet op het moment van het verhoor kan worden opgesteld, moet het voor akkoord of opmerkingen worden opgestuurd. In dat geval is het proces-verbaal afgesloten na verloop van de aan het personeelslid gegeven termijn van 14 dagen voor het terugsturen ervan. Het college of de raad kan slechts een beslissing nemen tijdens de volgende zitting, wat problemen kan opleveren met het quorum omdat enkel de leden die aanwezig zijn bij het verhoor, kunnen deelnemen aan de beslissing.

Artikel 274 bepaalt dat de commandant of diens afgevaardigde, alsook de afgevaardigde van het college die aan het verhoor van het personeelslid heeft deelgenomen, niet deelneemt aan de beraadslaging van de door het college of de raad genomen beslissing teneinde de onpartijdigheid van de beraadslaging te waarborgen. In de beraadslaging van het college of van de raad zal moeten worden vermeld dat deze personen de zaal hebben verlaten en niet hebben deelgenomen aan de beraadslaging.

De artikelen 274 en 275 hebben betrekking op de beslissingname. Na de commandant of zijn afgevaardigde en het personeelslid gehoord te hebben, beslist het college ofwel om een lichte sanctie uit te spreken (blaam, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) ofwel om het dossier over te zenden naar de raad voor een zware sanctie (ontslag van ambtswege of afzetting).

Artikel 276 voorziet dat de raad een lichte sanctie (blaam, inhouding van wedde, tuchtschorsing, lagere inschaling of terugzetting) kan uitspreken indien hij oordeelt dat de feiten niet bestraft moeten worden met een ambtshalve ontslag of afzetting.

De termijn voorzien in artikel 279/1 om beroep in te dienen voor de federale beroepskamer werd verlengd tot 20 dagen.

De schorsing van het verstrijken van de in artikel 279/3 bepaalde termijnen stelt de commandant in staat om inlichtingen in te winnen over de lopende strafvordering of, met inachtning van een redelijke termijn, te wachten op de strafrechtelijke beslissing alvorens een tuchtprocedure op te starten. Artikel 279/3, § 2 voorziet overigens in de mogelijkheid om in geval van onverenigbaarheid met de strafrechtelijke beslissing de tuchtbeslissing in te trekken.

Artikel 279/5 voert de mogelijkheid in om nieuwe feiten die samenhangen met een lopende tuchtprocedure, bij te voegen voor zover het personeelslid ten laatste 14 dagen vóór het verhoor op de hoogte kon worden gebracht van die feiten.

De artikelen 279/7 tot 279/23 voeren een procedure in die betrekking heeft op de zonecommandant. Deze procedure is gebaseerd op de procedure die van toepassing is op de andere operationele leden. Er wordt dus verwezen naar de commentaren bij deze artikelen.

Artikel 11

Het boek 12 betreffende de schorsing in het belang van de dienst wordt integraal vervangen.

De bevoegdheid om te beslissen over een schorsing in het belang van de dienst wordt toegewezen aan het college dat op meer regelmatige basis samenkomt, waardoor de procedure sneller kan worden behandeld.

In artikel 291 wordt een derde reden ingevoerd waarom de schorsing in het belang van de dienst kan worden uitgesproken: "wanneer de aanwezigheid van het personeelslid onverenigbaar is met het belang van de dienst".

On vise par exemple les cas suivants : l'agent qui dysfonctionne et met en danger ses collègues lors des interventions, l'état d'ébriété d'un pompier, le harcèlement d'un pompier à l'égard de ses collègues, la relation de confiance qui est rompue par rapport à ses supérieurs et/ou par rapport à ses collègues, le comportement qui peut mettre en danger le citoyen qui fait appel aux services de secours,...

La zone doit pouvoir prendre connaissance des faits et se renseigner avant de prendre la décision de commencer une procédure disciplinaire sans prendre le risque de mettre en danger la sécurité d'autrui.

La suspension dans l'intérêt du service peut également être prononcée lorsqu'une sanction de démission d'office ou de révocation est prononcée et que l'agent introduit un recours devant la chambre de recours. Ce recours a un effet suspensif ce qui implique que l'agent réintègre ses fonctions dans la zone. Cependant après avoir prononcé une telle sanction, il est difficile pour la zone de réintégrer l'agent.

Si le commandant, en fonction des faits, décide de ne plus permettre à l'agent de partir en mission en l'affectant à d'autres tâches dans la caserne, cela peut être perçu comme une sanction déguisée. C'est pourquoi en introduisant ce motif, la zone peut éloigner l'agent du service le temps de récolter les informations nécessaires à sa décision.

Durant la suspension dans l'intérêt du service, le membre du personnel est maintenu en activité de service et perçoit son traitement éventuellement réduit.

Tout comme pour la procédure disciplinaire, il est introduit la possibilité d'être représenté et de ne pas devoir participer personnellement à la procédure.

Les articles 292, 295, 296 ne suscitent pas de commentaires et/ou n'ont pas fait l'objet de modification.

L'article 293 a été modifié pour permettre au terme des six mois, une évaluation de la situation afin, soit de prolonger la suspension dans l'intérêt du service, soit de lever la suspension.

L'article 294 introduit un délai de trente jours calendrier dans lequel la décision de suspension en extrême urgence prise par le commandant doit être confirmée par le collègue. Si aucune confirmation de la suspension n'est prise par le collègue dans le délai prévu, la suspension prononcée par le commandant prend fin de plein droit.

Articles 12 et 13

Ces articles n'appellent pas de commentaires.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Conseil d'État
section de législation

Avis 73.623/2 du 11 juillet 2023 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'

Le 12 mai 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de trente jours *, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 juillet 2023. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, et Esther Conti, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Xavier Miny, auditeur adjoint.

We denken bijvoorbeeld aan de volgende gevallen: het personeelslid dat slecht functioneert en zijn collega's tijdens interventies in gevaar brengt, de dronken toestand van een brandweerman, pesterijen van een brandweerman ten aanzien van zijn collega's, de vertrouwensrelatie die verbroken is met zijn oversten en/of zijn collega's, gedrag dat de burger die een beroep doet op de hulpdiensten, in gevaar kan brengen, ...

De zone moet kennis kunnen nemen van de feiten en inlichtingen kunnen inwinnen alvorens de beslissing te nemen om een tuchtprocedure op te starten, zonder het risico te lopen de veiligheid van iemand anders in gevaar te brengen.

De schorsing in het belang van de dienst kan eveneens worden uitgesproken wanneer een sanctie van ontslag van ambtswege of afzetting wordt uitgesproken en het personeelslid een beroep indient bij de beroepskamer. Dit beroep heeft een schorsende werking, wat betekent dat het personeelslid zijn functies in de zone opnieuw opneemt. Na een dergelijke sanctie te hebben uitgesproken, is het voor de zone evenwel moeilijk om het personeelslid opnieuw op te nemen.

Indien de commandant op basis van de feiten beslist om het personeelslid niet langer op missie te laten vertrekken en hem andere taken in de kazerne toewijst, kan dat worden opgevat als een verdoken sanctie. Door deze reden in te voeren, kan de zone het personeelslid uit de dienst verwijderen gedurende de tijd die nodig is om informatie over haar beslissing te verzamelen.

Tijdens de schorsing in het belang van de dienst wordt het personeelslid in dienstactiviteit gehouden en ontvangt het personeelslid zijn wedde die eventueel verminderd wordt.

Net als voor de tuchtprocedure wordt de mogelijkheid ingevoerd om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk aan de procedure te moeten deelnemen.

Over de artikelen 292, 295, 296 worden geen opmerkingen gemaakt en/of ze worden niet gewijzigd.

Artikel 293 werd gewijzigd om na een termijn van zes maanden de situatie te kunnen evalueren, teneinde de schorsing in het belang van de dienst te verlengen of op te heffen.

Artikel 294 voert een termijn van dertig kalenderdagen in waarin de beslissing van de commandant tot schorsing, die in uiterste hoogdringendheid werd genomen, door het college moet worden bevestigd. Indien de schorsing niet binnen de voorziene termijn wordt bevestigd door het college, eindigt de door de commandant uitgesproken schorsing van rechtswege.

Artikelen 12 en 13

Deze artikelen vergen geen commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

Raad van State
afdeling Wetgeving

Advies 73.623/2 van 11 juli 2023 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'

Op 12 mei 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd van dertig dagen * een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van [het] administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 juli 2023. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, staatsraden, en Esther Conti, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier Miny, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick Ronvaux .

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 juillet 2023 .

* Par courriel du 12 mai 2023.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

DISPOSITIF

Article 4

Il est inutile d'ajouter le mot « calendrier » après le mot « jours » pour exprimer la règle selon laquelle le délai n'est pas compté en jours ouvrables. Le mot « jours », pris isolément, suffit à cet effet.

Il y a donc lieu, à l'article 173/4, alinéa 3, en projet, d'omettre le mot « calendrier ».

Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Article 7

Dès lors que l'article 7 entend introduire au sein de l'arrêté royal du 19 avril 2014 'relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours' une subdivision comprenant un dispositif complet sur l'objet de celle-ci (un livre 10, intitulé « Du régime disciplinaire »), la numérotation des articles doit se présenter en principe de manière continue. Il convient donc d'éviter d'y placer des articles portant la marque « .../1 », « .../2 », « .../3 » ou « .../4 », etc., comme tel est le cas des articles 246/1, 246/2, 248/1, 250/1, 256/1, 279/1 à 279/17 en projet, sauf lorsque pareil procédé, à la fin de la numérotation, est inévitable en raison du fait qu'il y a déjà, comme première disposition de la subdivision suivante (en l'espèce le livre 11), un article dont il faut respecter la numérotation (en l'espèce un article 280).

Les dispositions en projet, dès l'article 246/1, seront renumérotées en conséquence. Les renvois faits, dans le texte actuel de l'arrêté royal modifié ou dans les dispositions modifiées de celui-ci, par exemple à l'article 171 modifié par l'article 2 du projet, seront dès lors également revus.

(Article 247 en projet)

Il n'est pas admissible que les incriminations disciplinaires ne soient pas énumérées de manière exhaustive.

Partant, l'alinéa 2 sera omis.

(Article 257 en projet)

Dans le contexte de la phase de la procédure disciplinaire réglée par l'article 257 en projet, dans laquelle il ne peut encore être considéré que la « transgression » faisant l'objet de ladite procédure est établie, mieux vaut, à l'article 257, § 1^{er}, 1^o, *in fine*, du texte français, ne pas écrire que la transgression est « retenue à [l]a charge [de la personne poursuivie] ».

Il est suggéré d'écrire cette disposition comme suit, *in fine* :

« 1^o [...] connaissance de la transgression qui lui est reprochée ».

La même observation vaut pour les articles 260, § 2, alinéa 1^{er}, d., et 266, § 2, alinéa 1^{er}, d., en projet.

(Article 274 en projet)

L'obligation de motivation formelle prévue par l'article 274 en projet de l'arrêté royal du 19 avril 2014 résulte déjà de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'.

Cette obligation ne doit dès lors pas être répétée dans la disposition à l'examen.

L'adjectif « motivée » sera donc omis.

La même observation vaut pour l'article 279/15 en projet.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick Ronvaux .

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 juli 2023.

* Bij e-mail van 12 mei 2023.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

DISPOSITIEF

Artikel 4

Het heeft geen zin de term "kalenderdagen" boven de term "dagen" te verkiezen voor het formuleren van de regel dat de termijn niet in werkdagen uitgedrukt wordt. De term "dagen" volstaat in dat verband.

In het ontworpen artikel 173/4, derde lid, schrijfje men dan ook gewoon "dagen" in plaats van "kalenderdagen".

Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 7

Aangezien artikel 7 ertoe strekt in het koninklijk besluit van 19 april 2014 'tot bepaling van het administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones' een onderdeel in te voegen dat een volledige regeling omvat aangaande de zaak waarop dat onderdeel betrekking heeft (een boek 10, met als opschrift "Tuchtregeling"), moeten de artikelen ervan in principe doorlopend genummerd worden. Er dient dan ook vermeden te worden daarin artikelen op te nemen die als volgt genummerd worden: ".../1", ".../2", ".../3" of ".../4", enz. Dat is thans het geval met de ontworpen artikelen 246/1, 246/2, 248/1, 250/1, 256/1, 279/1 tot 279/17. Van die werkwijze dient afgezien te worden tenzij ze onvermijdelijk is, wegens het feit dat er, als eerste bepaling van het volgend onderdeel (*in casu* boek 11), een artikel is waarvan de nummering in acht genomen moet worden (*in casu* een artikel 280).

De nummering van de ontworpen bepalingen, te beginnen met artikel 246/1, moet dienovereenkomstig herzien worden. De verwijzingen, in de huidige tekst van het te wijzigen koninklijk besluit of in de bepalingen ervan die gewijzigd worden, bijvoorbeeld in artikel 171, dat gewijzigd wordt bij artikel 2 van het ontwerp, moeten bijgevolg eveneens herzien worden.

(Ontworpen artikel 247)

Het is niet aanvaardbaar dat de redenen waarom een tuchtsanctie opgelegd kan worden, niet exhaustief opgesomd worden.

Bijgevolg moet het tweede lid weggelaten worden.

(Ontworpen artikel 257)

In de context van de fase van de tuchtprocedure die bij het ontworpen artikel 257 geregeld wordt, kan er nog niet van uitgegaan worden dat de "inbreuk" waarop die procedure betrekking heeft, bewezen is. Het is dan ook beter om in de Franse tekst van artikel 257, § 1^{er}, 1^o, *in fine*, niet te schrijven "la transgression [est] retenue à [l]a charge [de la personne poursuivie]".

Voorgesteld wordt om deze bepaling van de Franse tekst, *in fine*, als volgt te redigeren:

"1^o [...] connaissance de la transgression qui lui est reprochée ;".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen artikelen 260, § 2, eerste lid, d., en 266, § 2, eerste lid, d.

(Ontworpen artikel 274)

De verplichting tot uitdrukkelijke motivering vervat in het ontworpen artikel 274 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 vloeit reeds voort uit de wet van 29 juli 1991 'betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen'.

Die verplichting behoort dan ook niet herhaald te worden in de voorliggende bepaling.

Het bijvoeglijk naamwoord "gemotiveerde" moet dan ook geschrapt worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 279/15.

(Article 279/16 en projet)

Le mot « fédérale » est inutile et sera omis.

Article 8

À l'instar de ce que prévoit l'actuel article 294 de l'arrêté royal du 19 avril 2014, modifié par le projet, il y a lieu de prévoir dans cet arrêté, que, si aucune sanction disciplinaire n'est infligée à l'issue de la procédure, tous les effets de la suspension dans l'intérêt du service sont supprimés.

OBSERVATION FINALE

L'article 277 en projet (article 7 du projet) énonce deux obligations à charge de l'autorité disciplinaire en employant l'expression « est tenue de ».

Afin de mieux conformer cette disposition aux recommandations de la légistique, il est recommandé de conjuguer le verbe de l'action envisagée à l'indicatif présent (1).

Le greffier,
Esther CONTI

Le président,
Pierre VANDERNOOT

Note

(1) *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst—consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 3.5.2, a).

12 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, l'article 106 ;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 07 juillet 2022 ;

Vu l'association des régions;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 mars 2023 ;

Vu le protocole n° 2022/15 du 24 mars 2023 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses concernant la simplification administrative ;

Vu l'avis n° 73.623/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, § 1^{er} de l'arrêté royal du 19 avril 2014 relatif au statut administratif du personnel opérationnel des zones de secours est inséré le 4°/1 rédigé comme suit :

«4°/1 le délégué du commandant : le membre du personnel opérationnel ou administratif de la zone désignée par le commandant comme son délégué. »

Art. 2. Dans l'article 57, § 1^{er}, alinéa 8 du même arrêté, les mots « à l'article 248, alinéa 1^{er}, 3° à 7°, ou à l'article 248, alinéa 2, 3° à 5° » sont remplacés par les mots «à l'article 250, alinéa 1^{er}, 2° à 5°, ou à l'article 250, alinéa 2, 2° à 4° ».

Art. 3. Dans l'article 71, alinéa 5 du même arrêté, les mots « à l'article 248, alinéa 1^{er}, 3° à 7°, ou à l'article 248, alinéa 2, 3° à 5° » sont remplacés par les mots «à l'article 250, alinéa 1^{er}, 2° à 5° ».

(Ontworpen artikel 279/16)

Het woord "federale" is overbodig en moet geschrapt worden.

Artikel 8

Naar het voorbeeld van de huidige tekst van artikel 294 van het koninklijk besluit van 19 april 2014, welk artikel bij dit ontwerp gewijzigd wordt, dient in dit besluit bepaald te worden dat indien na afloop van de procedure geen enkele tuchtsanctie opgelegd wordt, alle gevolgen van de schorsing in het belang van de dienst opgeheven worden.

SLOTOPMERKING

Bij het ontworpen artikel 277 (artikel 7 van het ontwerp) worden aan de tuchtverheid twee verplichtingen opgelegd waarbij gebruikge maakt wordt van de uitdrukking "ertoe gehouden zijn" en van het werkwoord "moeten".

Teneinde deze bepaling meer in overeenstemming te brengen met de aanbevelingen van de wetgevingstechniek, is het aan te bevelen het werkwoord dat de handeling in kwestie weergeeft in de tegenwoordige tijd te vervoegen (1).

De Griffier,
Esther CONTI

De Voorzitter,
Pierre VANDERNOOT

Nota

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst—consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 3.5.2, a).

12 SEPTEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid, artikel 106;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones;

Gelet op het advies van Inspectie van Financiën van 07 juli 2022 ;

Gelet op de betrokkenheid van de gewesten;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 15 maart 2023 ;

Gelet op het protocol nr. 2022/15 van 24 maart 2023 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op advies nr. 73.623/2 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, § 1 van het koninklijk besluit van 19 april 2014 tot bepaling van administratief statuut van het operationeel personeel van de hulpverleningszones wordt 4°/1 ingevoegd, luidende:

"4°/1 de afgevaardigde van de commandant: het lid van het operationeel of administratief personeel van de zone dat door de commandant werd aangeduid als zijn afgevaardigde."

Art. 2. In artikel 57, § 1, achtste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden « artikel 248, eerste lid, 3° tot en met 7° of artikel 248, tweede lid, 3° tot en met 5° » vervangen door de woorden "artikel 250, eerste lid, 2° tot 5°, of artikel 250, tweede lid, 2° tot 4° ".

Art. 3. In artikel 71, vijfde lid van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 248, eerste lid, 3° tot en met 7° of artikel 248, tweede lid, 3° tot en met 5° » vervangen door de woorden "artikel 250, eerste lid, 2° tot 5°".

Art. 4. Dans l'article 93, alinéa 5 du même arrêté, les mots « à l'article 248, alinéa 1^{er}, 3^o à 7^o, ou à l'article 248, alinéa 2, 3^o à 5^o » sont remplacés par les mots « à l'article 250, alinéa 2, 2^o à 4^o ».

Art. 5. Dans l'article 171 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « aux articles 255 et 296 » sont remplacés par les mots « aux articles 259 et 261 » ;

2^o l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La chambre de recours connaît des recours à l'encontre de la suspension dans l'intérêt du service prononcée conformément à l'article 295. Le recours n'est pas suspensif. »

Art. 6. L'article 173/3 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le membre du personnel peut décider de se faire représenter et de ne pas participer personnellement à la chambre de recours. Son représentant devra en informer la chambre de recours. »

Art. 7. Dans l'article 173/4 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Si le membre du personnel souhaite récuser un ou les deux assesseurs, il envoie à cet effet une motivation écrite à la chambre de recours, dans un délai de sept jours à dater de la réception du courrier qui communique les coordonnées des assesseurs. Une fois ce délai imparti de sept jours écoulé, le membre du personnel est réputé renoncer à son droit de récuser un assesseur. »

Art. 8. Dans l'article 173/6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La chambre de recours statue définitivement dans un délai de six semaines après la dernière audience. La décision de la chambre de recours se substitue à l'acte faisant l'objet du recours. »

2^o dans l'alinéa 2 les mots « dans un délai de quatorze jours » sont insérés entre les mots « est notifiée » et « par courrier recommandé ».

Art. 9. Dans l'article 173/7 du même arrêté, les mots « ou le représente » sont insérés entre les mots « personne qui l'assiste » et les mots « s'abstiennent, sans excuse valable ».

Art. 10. Dans le même arrêté, le livre 10 est remplacé par le livre suivant comprenant les articles 247 à 279/23 rédigés comme suit :

« LIVRE 10. - DU RÉGIME DISCIPLINAIRE

TITRE 1^{er}. - De l'avertissement

Art. 247. Avant de prononcer une sanction disciplinaire à l'encontre du membre du personnel, le commandant peut prononcer un avertissement après l'avoir entendu. Le membre du personnel peut se faire assister durant son audition.

Le membre du personnel est invité à signer le procès-verbal. Au moment de la signature, le membre du personnel en cause peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

L'avertissement reprenant les faits et le procès-verbal d'audition sont transmis au membre du personnel par courrier recommandé ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine. Ces documents sont également ajoutés dans son dossier personnel.

L'avertissement est radié du dossier du membre du personnel deux ans après l'envoi du prononcé.

Art. 248. Avant de prononcer une sanction disciplinaire à l'encontre du commandant, le président peut prononcer un avertissement après l'avoir entendu. Le commandant peut se faire assister durant son audition.

Le commandant est invité à signer le procès-verbal. Au moment de la signature, le commandant peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

Art. 4. In artikel 93, vijfde lid van hetzelfde besluit, worden de woorden artikel 248, eerste lid, 3^o tot en met 7^o of artikel 248, tweede lid, 3^o tot en met 5^o « vervangen door de woorden "artikel 250, tweede lid, 2^o tot 4^o".

Art. 5. In artikel 171 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden "de artikelen 255 en 296" worden vervangen door de woorden "de artikelen 259 en 261";

2^o het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende:

"De beroepskamer spreekt zich uit over de beroepen tegen de schorsing in het belang van de dienst uitgesproken overeenkomstig artikel 295. Het beroep is niet schorsend."

Art. 6. Artikel 173/3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Het personeelslid kan beslissen om zich te laten vertegenwoordigen en om niet persoonlijk deel te nemen aan de beroepskamer. Zijn vertegenwoordiger zal de beroepskamer hiervan op de hoogte moeten brengen. »

Art. 7. In artikel 173/4 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt:

« Indien het personeelslid een of beide bijzitters wil wraken, stuurt hij een schriftelijke motivering hiervoor aan de beroepskamer binnen een termijn van zeven dagen vanaf de ontvangst van het schrijven dat de gegevens van de bijzitters meedeelt. Wanneer de hiervoor bepaalde termijn van zeven dagen is verstreken, wordt het personeelslid geacht af te zien van zijn recht om een bijzitter te wraken. »

Art. 8. In artikel 173/6 van hetzelfde besluit wordt :

1^o het eerste lid vervangen als volgt:

"De beroepskamer beslist definitief binnen de zes weken na de laatste zitting. De beslissing van de beroepskamer vervangt de beslissing waartegen beroep werd aangetekend."

2^o in het tweede lid worden de woorden "binnen een termijn van veertien dagen" ingevoegd tussen de woorden "wordt" en "via aangetekende "brief".

Art. 9. In artikel 173/7 van hetzelfde besluit worden de woorden "of hem vertegenwoordigt," ingevoegd tussen de woorden "persoon die hem bijstaat" en de woorden "niet verschijnt op de zitting".

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt boek 10 vervangen door het volgende boek dat de artikelen 247 tot 279/23 bevat, luidende:

BOEK 10. - TUCHTREGELING

TITEL 1. - Waarschuwing

Art. 247. Alvorens een tuchtsanctie uit te spreken tegen het personeelslid, kan de commandant een waarschuwing uitspreken na het personeelslid te hebben gehoord. Het personeelslid kan zich tijdens zijn verhoor laten bijstaan.

Het personeelslid wordt verzocht om het proces-verbaal te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan het betrokken personeelslid opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

De waarschuwing, waarin de feiten en het proces-verbaal van de hoorzitting worden vermeld, wordt per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum naar het personeelslid verstuurd. Deze documenten worden ook bij zijn persoonlijk dossier gevoegd.

De waarschuwing wordt doorgehaald in het dossier van het personeelslid twee jaar na het versturen van de uitspraak.

Art. 248. Alvorens een tuchtsanctie uit te spreken tegen de commandant, kan de voorzitter een waarschuwing uitspreken na de zonecommandant te hebben gehoord. De commandant kan zich tijdens zijn verhoor laten bijstaan.

De commandant wordt verzocht om het proces-verbaal te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan de commandant opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

L'avertissement reprenant les faits et le procès-verbal d'audition sont transmis au commandant par courrier recommandé ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine. Ces documents sont ajoutés dans son dossier personnel.

L'avertissement est radié du dossier du commandant deux ans après l'envoi du prononcé.

TITRE 2. - Des sanctions disciplinaires

Art. 249. Les sanctions disciplinaires peuvent être infligées pour les motifs suivants :

- 1° manquements aux devoirs professionnels ;
- 2° agissements qui compromettent la dignité de la fonction ;
- 3° infractions aux interdictions visées dans le statut.

Art. 250. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard du membre du personnel professionnel sont :

- 1° le blâme ;
- 2° la retenue de traitement ;
- 3° la rétrogradation ou la régression barémique;
- 4° la démission d'office ;
- 5° la révocation.

Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard du membre du personnel volontaire sont :

- 1° le blâme ;
- 2° la suspension disciplinaire ;
- 3° la rétrogradation ;
- 4° la démission d'office.

Les sanctions disciplinaires qui peuvent être prononcées à l'égard du commandant sont :

- 1° le blâme ;
- 2° la retenue de traitement ;
- 3° la rétrogradation ou la régression barémique;
- 4° la démission d'office ;
- 5° la révocation.

Art. 251. Dans la détermination de la sanction, il peut être tenu compte de circonstances atténuantes ou aggravantes.

Art. 252. La retenue de traitement ne peut excéder une période de dix-huit mois ni être supérieure à la retenue prévue à l'article 23, alinéa 4, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 253. La suspension disciplinaire ne peut excéder une période de douze mois.

Art. 254. Tant que la sanction disciplinaire n'est pas radiée, le membre du personnel ne peut faire valoir ses titres à la promotion.

Art. 255. La régression barémique est l'attribution d'une échelle de traitement immédiatement inférieure dans le même grade.

La rétrogradation est l'attribution du grade immédiatement inférieur.

Art. 256. La nature, le motif et la date de toute sanction disciplinaire prononcée sont mentionnés dans le dossier personnel du membre du personnel en cause.

Art. 257. La radiation des sanctions disciplinaires du dossier personnel du membre du personnel en cause est automatique après une période dont la durée est fixée à :

- 1° deux ans pour le blâme ;
- 2° quatre ans pour la retenue de traitement, la suspension disciplinaire, la rétrogradation et la régression barémique.

Le délai prend cours le vingtième jour à dater du prononcé de la sanction.

TITRE 3. - Des autorités compétentes pour prononcer les sanctions disciplinaires

Art. 258. Le commandant peut décider d'entamer ou non la procédure disciplinaire telle que prévue aux articles 264 et suivants.

Art. 259. Le collègue peut prononcer le blâme, la retenue de traitement, la suspension disciplinaire, la rétrogradation ou la régression barémique.

De waarschuwing, waarin de feiten en het proces-verbaal van de hoorzitting worden vermeld, wordt per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum naar de commandant verstuurd. Deze documenten worden ook bij zijn persoonlijk dossier gevoegd.

De waarschuwing wordt doorgehaald in het dossier van de commandant twee jaar na het versturen van de uitspraak.

TITEL 2. - Tucht sancties

Art. 249. De tucht sancties kunnen worden opgelegd omwille van de volgende redenen:

- 1° tekortkomingen aan de beroepsplichten;
- 2° handelingen die de waardigheid van het ambt in het gedrang brengen;
- 3° overtredingen van de verbodsbepalingen, vermeld in het statuut.

Art. 250. De tucht sancties die kunnen worden uitgesproken ten aanzien van het beroepspersoneelslid zijn:

- 1° de blaam;
- 2° de inhouding van wedde;
- 3° de terugzetting of de lagere inschaling;
- 4° het ontslag van ambtswege;
- 5° de afzetting.

De tucht sancties die kunnen worden uitgesproken ten aanzien van het vrijwillig personeelslid zijn:

- 1° de blaam;
- 2° de tucht schorsing;
- 3° de terugzetting;
- 4° het ontslag van ambtswege.

De tucht sancties die kunnen worden uitgesproken ten aanzien van de commandant zijn:

- 1° de blaam;
- 2° de inhouding van wedde;
- 3° de terugzetting of de lagere inschaling;
- 4° het ontslag van ambtswege;
- 5° de afzetting.

Art. 251. Bij de bepaling van de sanctie kan rekening gehouden worden met verzachtende of verzwarende omstandigheden.

Art. 252. De inhouding van wedde mag niet langer dan achttien maanden duren en mag de inhouding, vermeld in artikel 23, vierde lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers, niet overschrijden.

Art. 253. De tucht schorsing mag niet langer dan twaalf maanden duren.

Art. 254. Zolang de tucht schorsing niet is doorgehaald, kan het personeelslid zijn rechten op bevordering niet doen gelden.

Art. 255. De lagere inschaling is de toekenning van de onmiddellijk lagere weddeschaal binnen dezelfde graad.

De terugzetting is de toekenning van de onmiddellijk lagere graad.

Art. 256. De aard, de reden en de datum van elke uitgesproken tucht sanctie worden vermeld in het persoonlijke dossier van het betrokken personeelslid.

Art. 257. De doorhaling van de tucht sancties in het persoonlijk dossier van het betrokken personeelslid gebeurt automatisch na een termijn van:

- 1° twee jaar voor de blaam;
- 2° vier jaar voor de inhouding van wedde, de tucht schorsing, de terugzetting en de lagere inschaling.

De termijn begint te lopen op de twintigste dag na de uitspraak van de tucht sanctie.

TITEL 3. - Bevoegde overheden om de tucht sancties uit te spreken

Art. 258. De commandant kan beslissen om de tucht procedure zoals bepaald in de artikelen 264 en volgende al dan niet op te starten.

Art. 259. Het college kan de blaam, de inhouding van wedde, de tucht schorsing, de terugzetting of de lagere inschaling uitspreken.

Sans préjudice de l'article 276, le conseil peut prononcer la démission d'office ou la révocation.

Art. 260. Le président peut décider d'entamer ou non la procédure disciplinaire telle que prévue aux articles 279/7 et suivants.

Art. 261. En cas de procédure disciplinaire dirigée contre le commandant, le collège peut prononcer le blâme, la retenue de traitement, la rétrogradation ou la régression barémique.

Sans préjudice de l'article 279/18, le conseil peut prononcer la démission d'office ou la révocation.

TITRE 4. - Des droits de la défense

Art. 262. § 1^{er}. Aucune sanction disciplinaire ne peut être infligée :

1° sans que le membre du personnel en cause ait eu au préalable connaissance de la transgression qui lui est reprochée ;

2° sans que celui-ci ait été entendu par l'autorité disciplinaire compétente et ait pu faire valoir ses moyens de défense.

§ 2. Le membre du personnel en cause et la personne visée à l'article 263 peuvent à leur demande consulter et recevoir gratuitement copie du dossier disciplinaire à toutes les étapes de la procédure.

Préalablement à l'audition visée à l'article 267, le commandant ou son délégué constitue un dossier disciplinaire.

Le dossier disciplinaire contient toutes les pièces relatives aux faits mis à charge ainsi que les éléments à décharge et les témoignages.

Art. 263. Pour assurer sa défense chaque fois qu'il est entendu, le membre du personnel en cause peut se faire assister ou représenter par la personne de son choix.

TITRE 5. - De la procédure

Art. 264. § 1^{er}. Tout supérieur hiérarchique ou fonctionnel qui estime qu'une transgression disciplinaire a été commise adresse au commandant un rapport d'information relatant les faits. Un rapport d'information peut également être rédigé par un membre de l'inspection générale visée à l'article 168 de la loi du 15 mai 2007. A peine de nullité de la procédure, le rapport d'information doit être adressé au commandant dans les trente jours qui suivent la commission des faits ou la prise de connaissance des faits par la personne qui rédige le rapport. Lorsque le membre du personnel en cause n'a pas d'autre supérieur hiérarchique ou fonctionnel que le commandant ou lorsque le commandant ou son délégué sont directement informés des faits tels que visés à l'article 265, § 1^{er}, le commandant ou son délégué peut rédiger un rapport introductif sans rapport d'information.

Si le membre du personnel en cause accomplit aussi des tâches administratives ou techniques, le rapport d'information peut également être rédigé par un membre du personnel administratif qui dirige le membre du personnel en cause.

§ 2. L'auteur du rapport d'information est informé de la suite qui est réservée à l'affaire.

Art. 265. § 1^{er}. Le commandant ou son délégué, qui a connaissance des faits dont il estime qu'ils doivent donner lieu à des poursuites disciplinaires, ouvre une action disciplinaire contre le membre du personnel en cause en lui notifiant par lettre recommandée ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, en copie, un rapport introductif et en le convoquant à l'audition visée à l'article 267. A peine de nullité de la procédure, la notification du rapport introductif doit être faite dans les soixante jours qui suivent la prise de connaissance des faits par le commandant ou son délégué.

§ 2. Le rapport introductif mentionne :

- a. l'identité du membre du personnel en cause,
- b. le droit de demander l'audition de témoins préalablement à l'audition du membre du personnel en cause ainsi que la publicité de cette audition,
- c. le cas échéant l'identité des témoins,
- d. les transgressions disciplinaires qui lui sont reprochées,
- e. le fait qu'une sanction disciplinaire est envisagée en indiquant les sanctions possibles et qu'un dossier disciplinaire est constitué,
- f. le lieu où et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté,
- g. le délai dans lequel un mémoire de défense peut être introduit,
- h. le lieu, le jour et l'heure de l'audition,
- i. le droit du membre du personnel en cause de se faire assister ou représenter par un défenseur de son choix.

Onverminderd artikel 276, kan de raad het ontslag van ambtswege of de afzetting uitspreken.

Art. 260. De voorzitter kan beslissen om de tuchtprocedure al dan niet op te starten zoals bepaald in de artikelen 279/7 en volgende.

Art. 261. In geval van een tuchtprocedure ingesteld tegen de commandant, kan het college de blaam, de inhouding van wedde, de terugzetting of de lagere inschaling uitspreken.

Onverminderd artikel 279/18 kan de raad het ontslag van ambtswege of de afzetting uitspreken.

TITEL 4. - Rechten van de verdediging

Art. 262. § 1. Er mag geen tuchtsanctie worden opgelegd:

1° zonder dat het betrokken personeelslid voorafgaand op de hoogte werd gesteld van de inbreuk die hem ten laste wordt gelegd;

2° zonder dat het personeelslid werd gehoord door de bevoegde tuchtverheid en zijn verweermiddelen heeft kunnen doen gelden.

§ 2. Het betrokken personeelslid en de persoon vermeld in artikel 263 kunnen op hun verzoek het tuchtdossier in elke fase van de procedure raadplegen en daarvan kosteloos een kopie ontvangen.

Voorafgaand aan het verhoor vermeld in artikel 267, legt de commandant of diens afgevaardigde een tuchtdossier aan.

Het tuchtdossier bevat alle stukken met betrekking tot de ten laste gelegde feiten evenals elementen die in het voordeel zijn van het personeelslid en getuigenissen.

Art. 263. Het betrokken personeelslid mag zich, telkens hij gehoord wordt, laten bijstaan of vertegenwoordigen door een persoon naar keuze.

TITEL 5. - Procedure

Art. 264. § 1. Iedere hiërarchische of functionele meerdere die van oordeel is dat een tuchtrechtelijke inbreuk is gepleegd, zendt aan de commandant een informatieverslag met een relaas van de feiten. Een informatieverslag kan eveneens worden opgesteld door een lid van de algemene inspectie, vermeld in artikel 168 van de wet van 15 mei 2007. Op straffe van nietigheid van de procedure, moet het informatieverslag naar de commandant gestuurd worden binnen de dertig dagen na het plegen van de feiten of na de kennisneming ervan door de persoon die het verslag opstelt. Wanneer het betrokken personeelslid geen andere hiërarchische of functionele meerdere dan de commandant heeft of ingeval de commandant of zijn afgevaardigde rechtstreeks op de hoogte is van de feiten, kan de commandant of diens afgevaardigde zonder informatieverslag een inleidend verslag opstellen zoals bedoeld in artikel 265, § 1.

Indien het betrokken personeelslid ook administratieve of technische taken uitvoert, mag het informatieverslag ook opgesteld worden door een lid van het administratief personeel dat leiding geeft aan het betrokken personeelslid.

§ 2. De auteur van het informatieverslag wordt op de hoogte gebracht van het gevolg dat aan de zaak gegeven wordt.

Art. 265. § 1. De commandant of diens afgevaardigde, die op de hoogte is van de feiten waarvan hij meent dat zij aanleiding moeten geven tot tuchtrechtelijke vervolgingen, stelt een tuchtvordering in tegen het betrokken personeelslid door hem per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum een kopie van het inleidend verslag te betekenen en hem op te roepen voor verhoor bedoeld in artikel 267. Op straffe van nietigheid van de procedure, dient de betekening van het inleidend verslag te gebeuren binnen de zestig dagen volgend op de kennisneming van de feiten door de zonecommandant of diens afgevaardigde.

§ 2. Het inleidend verslag vermeldt:

- a. de identiteit van het betrokken personeelslid,
- b. het recht om het verhoor van getuigen voorafgaand aan het verhoor van het betrokken personeelslid, evenals de openbaarheid van dit verhoor te vragen,
- c. in voorkomend geval de identiteit van de getuigen,
- d. de ten laste gelegde tuchtinbreuken,
- e. het feit dat een tuchtsanctie wordt overwogen met vermelding van de mogelijke sancties en dat een tuchtdossier wordt aangelegd,
- f. de plaats en de termijn binnen dewelke het tuchtdossier kan worden geraadpleegd,
- g. de termijn waarbinnen een verweerschrift kan worden ingediend,
- h. de plaats, de dag en het uur van het verhoor,
- i. het recht van het betrokken personeelslid om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een verdediger naar keuze.

Ce rapport introductif peut être constitué du rapport d'information complété en conséquence.

§ 3. Le membre du personnel en cause dispose d'au minimum quatorze jours pour préparer sa défense et introduire un mémoire.

Le membre du personnel en cause dépose auprès du commandant ou de son délégué son mémoire de défense ainsi que toute autre pièce au plus tard le jour de son audition.

§ 4. Sur demande motivée du membre du personnel en cause, l'audition peut être reportée dans un délai raisonnable. La nouvelle date est notifiée au membre du personnel en cause.

Art. 266. § 1^{er}. Le commandant ou son délégué peut, tant avant qu'après l'établissement d'un rapport introductif, procéder ou faire procéder par un supérieur du membre du personnel en cause ou par un membre du personnel administratif à toute enquête utile à la manifestation de la vérité, notamment en recueillant, d'office ou à la demande du membre du personnel en cause, tout témoignage utile.

§ 2. Les témoignages écrits ou verbaux ou toutes nouvelles pièces introduites au dossier par le commandant ou le membre du personnel après l'envoi du rapport introductif sont communiqués au membre du personnel en cause ou au commandant au plus tard quatorze jours après l'audition. Ces derniers disposent d'un délai de quatorze jours pour communiquer leurs remarques par écrit.

Art. 267. Outre l'application des dispositions de l'article 263, l'audition du membre du personnel en cause devant le commandant ou son délégué a lieu en présence d'un membre du personnel d'un grade plus élevé que le sien ou qui appartient au personnel administratif dirigeant et qui n'est pas l'auteur du rapport d'information.

Lorsque le membre du personnel en cause n'a pas d'autre supérieur hiérarchique que le commandant, c'est le commandant ou son délégué et un membre du collège désigné par le président qui procèdent à l'audition.

A sa demande, le membre du personnel en cause est entendu en l'absence du membre du personnel ou du collègue visé à l'alinéa 1^{er} ou 2.

Art. 268. Il est dressé un procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Un secrétaire peut être chargé de la rédaction du procès-verbal lors de l'audition.

Le procès-verbal est dressé lors de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et le membre du personnel en cause est invité à le signer. Au moment de la signature, le membre du personnel en cause peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué au membre du personnel en cause dans les quatorze jours suivant l'audition avec invitation à le signer. Dans le courrier d'envoi du procès-verbal, il est précisé que le membre du personnel en cause peut formuler des réserves et doit renvoyer le procès-verbal signé dans les quatorze jours à dater de l'envoi du courrier. En cas de non-retour du procès-verbal ou de retour du procès-verbal non signé, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé à sa signature par le membre du personnel en cause visée à l'alinéa 3 ou à l'écoulement du délai des quatorze jours pour le renvoi du procès-verbal visé à l'alinéa 4.

Art. 269. Si le membre du personnel en cause a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté ou fait représenter sans motif valable, le commandant ou son délégué établit, selon le cas, dans les quatorze jours à dater de la renonciation par écrit dans le premier cas et à dater de l'audition dans le deuxième cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé le jour de sa rédaction.

Art. 270. Lorsque le commandant ou son délégué estime que les faits doivent être sanctionnés, le commandant ou son délégué transmet le dossier disciplinaire au collège dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal.

Si le commandant ne se prononce pas dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal, il est considéré qu'aucune action disciplinaire n'est entamée.

Het inleidend verslag mag het dienovereenkomstig aangevulde informatieverslag zijn.

§ 3. Het betrokken personeelslid beschikt over minstens veertien dagen om zijn verdediging voor te bereiden en een verweerschrift in te dienen.

Het betrokken personeelslid dient ten laatste op de dag van zijn verhoor zijn verweerschrift evenals elk ander stuk in bij de commandant of diens afgevaardigde.

§ 4. Op gemotiveerd verzoek van het betrokken personeelslid kan het verhoor worden uitgesteld binnen een redelijke termijn. De nieuwe datum wordt meegedeeld aan het betrokken personeelslid.

Art. 266. § 1. De commandant of diens afgevaardigde kan, zowel vóór als na het opstellen van een inleidend verslag, een onderzoek instellen, of door een meerdere van het betrokken personeelslid of door een lid van het administratief personeel laten instellen, dat kan leiden tot het ontdekken van de waarheid, onder meer het ambtshalve of op vraag van het betrokken personeelslid afnemen van iedere nuttige getuigenis.

§ 2. De schriftelijke of mondelinge getuigenissen of nieuwe stukken die door de commandant of door het betrokken personeelslid bij het dossier worden bijgevoegd na het versturen van het inleidend verslag, worden ten laatste veertien dagen na het verhoor meegedeeld aan het betrokken personeelslid of aan de commandant. Deze beschikken over een termijn van veertien dagen om hun opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Art. 267. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 263, vindt het verhoor van het betrokken personeelslid voor de commandant of diens afgevaardigde plaats in aanwezigheid van een personeelslid dat bekleed is met een hogere graad dan de zijne of dat behoort tot het leidinggevend administratief personeel en dat het informatieverslag niet heeft opgesteld.

Wanneer het betrokken personeelslid geen andere hiërarchische meerdere heeft dan de commandant, is het de commandant of diens afgevaardigde en een lid van het college, aangeduid door de voorzitter, die het verhoor uitvoeren.

Indien het betrokken personeelslid erom verzoekt, wordt het gehoord in afwezigheid van het personeelslid of het lid van het college bedoeld in het eerste of het tweede lid.

Art. 268. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgesteld, dat getrouw de verklaringen van de gehoorde persoon weergeeft.

Een secretaris kan belast worden met de opmaak van het proces-verbaal tijdens het verhoor.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt tijdens het verhoor en wordt onmiddellijk voorgelezen. Het betrokken personeelslid wordt verzocht om het te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan het betrokken personeelslid opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

Als het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verhoor, wordt het binnen de veertien dagen volgend op het verhoor meegedeeld aan het betrokken personeelslid met het verzoek om het te ondertekenen. De begeleidende brief bij het proces-verbaal vermeldt dat de betrokkene opmerkingen kan formuleren en dat hij het proces-verbaal ondertekend moet terugsturen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het versturen van de brief. Indien het proces-verbaal niet of niet ondertekend wordt teruggestuurd, wordt dit vermeld in het proces-verbaal van verhoor.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten bij de ondertekening door het betrokken personeelslid bedoeld in het derde lid of bij afloop van de termijn van veertien dagen voor het terugsturen van het proces-verbaal bedoeld in het vierde lid.

Art. 269. Als het betrokken personeelslid er schriftelijk van afgezien heeft gehoord te worden of niet verschenen is of zich niet heeft laten vertegenwoordigen zonder geldige reden, stelt de commandant of diens afgevaardigde binnen de veertien dagen vanaf het schriftelijke afzien in het eerste geval, en vanaf het verhoor in het tweede geval, een proces-verbaal van weigering of van niet-verschijning op.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten op de datum dat het wordt opgesteld.

Art. 270. Wanneer de commandant of diens afgevaardigde van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden, bezorgt de commandant of diens afgevaardigde het tuchtdossier aan het college binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal.

Indien de commandant zich niet uitsprekt binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal, wordt ervan uitgegaan dat geen enkele tuchtvordering wordt ingesteld.

Art. 271. § 1^{er}. Après réception d'un dossier disciplinaire, le président du collège, ou du conseil en application de l'article 275, convoque le membre du personnel en cause pour être entendu. La convocation est envoyée par lettre recommandée ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine. A peine de nullité de la procédure, la notification de la convocation doit être faite au plus tard dans les soixante jours qui suivent la réception du dossier disciplinaire et au moins vingt-huit jours avant l'audition.

§ 2. La convocation mentionne :

- a. l'identité du membre du personnel en cause,
- b. le droit de demander l'audition de témoins préalablement à l'audition du membre du personnel en cause ainsi que la publicité de cette audition,
- c. le cas échéant l'identité des témoins,
- d. les transgressions disciplinaires qui lui sont reprochées,
- e. le fait qu'une sanction disciplinaire est envisagée en indiquant les sanctions possibles,
- f. le lieu et le délai dans lequel le dossier disciplinaire peut être consulté,
- g. le délai dans lequel un mémoire de défense peut être introduit,
- h. le lieu, le jour et l'heure de l'audition,
- i. le droit du membre du personnel en cause de se faire assister ou représenter par un défenseur de son choix.

Cette convocation peut être constituée du rapport introductif complet en conséquence.

§ 3. Le membre du personnel en cause dispose d'au minimum quatorze jours pour préparer sa défense et introduire un mémoire ainsi que toute autre pièce justificative auprès du collège ou du conseil au plus tard quatorze jours avant son audition.

§ 4. Sur demande motivée du membre du personnel en cause, l'audition peut être reportée dans un délai raisonnable. La nouvelle date est notifiée au membre du personnel en cause.

Art. 272. Il est dressé un procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Un secrétaire peut être chargé de la rédaction du procès-verbal lors de l'audition.

Le procès-verbal est dressé lors de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et le membre du personnel en cause est invité à le signer. Au moment de la signature, le membre du personnel en cause peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué au membre du personnel en cause dans les quatorze jours suivant l'audition avec invitation à le signer. Dans le courrier d'envoi du procès-verbal, il est précisé que le membre du personnel en cause peut formuler des réserves et doit renvoyer le procès-verbal signé dans les quatorze jours à dater de l'envoi du courrier. En cas de non-retour du procès-verbal ou de retour du procès-verbal non signé, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé à sa signature par le membre du personnel en cause visée à l'alinéa 3 ou à l'écoulement du délai des quatorze jours pour le renvoi du procès-verbal visé à l'alinéa 4.

Art. 273. Si le membre du personnel en cause a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté ou fait représenter sans motif valable, le président du collège ou du conseil établit, dans les quatorze jours à dater de la renonciation par écrit dans le premier cas et à dater de l'audition dans le deuxième cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé le jour de sa rédaction.

Art. 274. Le collège, ou le conseil en application de l'article 275, statue après avoir entendu le commandant ou son délégué et le membre du personnel en cause. Le commandant et le membre du collège désigné par le président qui a participé à l'audition conformément à l'article 267, alinéa 2 ne participent pas à la délibération du collège ou du conseil.

Art. 275. Lorsque le collège estime que les faits doivent être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, il renvoie la procédure devant le conseil dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal d'audition, de renonciation ou de non-comparution.

Art. 271. § 1. De voorzitter van het college of van de raad in toepassing van artikel 275 roept, na het ontvangen van een tuchtdossier, het betrokken personeelslid op om gehoord te worden. De oproeping gebeurt per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum. Op straffe van nietigheid van de procedure, dient de betekening van de oproeping te gebeuren ten laatste binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het tuchtdossier en ten minste achtentwintig dagen vóór het verhoor.

§ 2. De oproeping vermeldt:

- a. de identiteit van het betrokken personeelslid,
- b. het recht om het verhoor van getuigen voorafgaand aan het verhoor van het betrokken personeelslid, evenals de openbaarheid van dit verhoor te vragen,
- c. in voorkomend geval de identiteit van de getuigen,
- d. de ten laste gelegde tuchtinbreuken,
- e. het feit dat een tuchtsanctie wordt overwogen met vermelding van de mogelijke sancties,
- f. de plaats en de termijn binnen dewelke het tuchtdossier kan worden geraadpleegd,
- g. de termijn waarbinnen een verweerschrift kan worden ingediend,
- h. de plaats, de dag en het uur van het verhoor,
- i. het recht van het betrokken personeelslid om zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door een verdediger naar keuze.

De oproeping mag het dienovereenkomstig aangevulde inleidend verslag zijn.

§ 3. Het betrokken personeelslid beschikt over minstens veertien dagen om zijn verdediging voor te bereiden en ten laatste veertien dagen vóór zijn verhoor een verweerschrift, evenals elk ander rechtvaardigingsstuk bij het college of bij de raad in te dienen.

§ 4. Op gemotiveerd verzoek van het betrokken personeelslid kan het verhoor worden uitgesteld binnen een redelijke termijn. De nieuwe datum wordt meegedeeld aan de betrokkene.

Art. 272. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgesteld, dat getrouw de verklaringen van de gehoorde persoon weergeeft.

Een secretaris kan belast worden met de opmaak van het proces-verbaal tijdens het verhoor.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt tijdens het verhoor en wordt onmiddellijk voorgelezen. Het betrokken personeelslid wordt verzocht om het te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan de betrokkene opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

Als het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verhoor, wordt het binnen de veertien dagen volgend op het verhoor meegedeeld aan het betrokken personeelslid met het verzoek om het te ondertekenen. De begeleidende brief bij het proces-verbaal vermeldt dat de betrokkene opmerkingen kan formuleren en dat hij het proces-verbaal ondertekend moet terugsturen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het versturen van de brief. Indien het proces-verbaal niet of niet ondertekend wordt teruggestuurd, wordt dit vermeld in het proces-verbaal van verhoor.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten bij de ondertekening door het betrokken personeelslid of bij afloop van de termijn van veertien dagen voor het terugsturen van het proces-verbaal.

Art. 273. Als het betrokken personeelslid er schriftelijk van afgezien heeft gehoord te worden of niet verschenen is of zich niet heeft laten vertegenwoordigen zonder geldige reden, stelt de voorzitter van het college of van de raad binnen de veertien dagen vanaf het schriftelijke afzien in het eerste geval, en vanaf het verhoor in het tweede geval, een proces-verbaal van weigering of van niet-verschijning op.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten op de datum dat het wordt opgesteld.

Art. 274. Het college of de raad in toepassing van het artikel 275 doet uitspraak na de commandant of diens afgevaardigde en het betrokken personeelslid te hebben gehoord. De commandant en het door de voorzitter aangeduide lid van het college dat overeenkomstig artikel 267, tweede lid, heeft deelgenomen aan het verhoor, nemen niet deel aan de beraadslaging van het college of van de raad.

Art. 275. Wanneer het college van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden met een ontslag van ambtswege of een afzetting, verwijst het de procedure naar de raad binnen de veertien dagen vanaf de datum van de afsluiting van het proces-verbaal van de hoorzitting, van afzien of van niet-verschijning.

Art. 276. Si le conseil estime que les faits ne doivent pas être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, il prononce une sanction plus légère telle que prévue à l'article 250 alinéa 1^{er}, 1^o à 3^o et l'article 250 alinéa 2, 1^o à 3^o.

Art. 277. A peine de nullité de la procédure, le collègue ou le conseil se prononce sur la sanction disciplinaire à infliger, dans les soixante jours à dater de la clôture du procès-verbal.

Art. 278. Le membre du collègue ou du conseil qui n'était pas présent durant l'ensemble des auditions devant le collègue ou le conseil, ne peut pas prendre part à la délibération ni participer au vote sur la sanction disciplinaire à prononcer.

Art. 279. La décision est transmise au membre du personnel en cause, soit par lettre recommandée soit par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, dans les quatorze jours .

Art. 279/1. Dans les vingt jours qui suivent la date de prise de connaissance de la délibération du collègue ou du conseil décidant une sanction disciplinaire, le membre du personnel peut introduire un recours devant la chambre de recours visée aux articles 171 à 173.

Art. 279/2. § 1^{er}. Le membre du personnel ne peut pas faire l'objet d'une procédure disciplinaire pour des faits déjà sanctionnés sous réserve de nouveaux éléments qui justifient la réouverture du dossier et qui se produisent pendant le délai de prescription de l'action disciplinaire.

§ 2. L'action disciplinaire ne peut se rapporter qu'à des faits qui se sont produits ou ont été constatés dans les six mois précédant la date à laquelle l'action est entamée.

Art. 279/3. § 1^{er}. Si, en rapport avec les mêmes faits, l'action pénale a été engagée, le délai prévu à l'article 265 et à l'article 279/2, § 2, est interrompu jusqu'au jour où l'autorité disciplinaire est informée qu'une décision a été prononcée et que cette décision est coulée en force de chose jugée. L'autorité disciplinaire s'informe en ce qui concerne l'issue de cette décision.

§ 2. L'action pénale ne porte aucunement préjudice à la possibilité de l'autorité disciplinaire de prononcer une sanction disciplinaire. Si une sanction disciplinaire imposée s'avère être incompatible avec un jugement pénal coulé ultérieurement en force de chose jugée, l'autorité disciplinaire retire la sanction disciplinaire imposée et ce avec effet rétroactif à partir de la date à laquelle la sanction disciplinaire a été prononcée.

Art. 279/4. Si plus d'un fait est reproché au membre du personnel, cela ne peut toutefois donner lieu qu'à une seule procédure et au prononcé d'une seule sanction disciplinaire.

Art. 279/5. Lorsque, au cours de la procédure disciplinaire, un nouveau fait est mis à charge, il peut donner lieu à une nouvelle procédure, sans que la procédure en cours ne soit interrompue.

Cependant, si les nouveaux faits sont liés aux faits pour lesquels la procédure disciplinaire est déjà en cours, ils pourront être ajoutés à la procédure avant l'audition prévue à l'article 267 et ce pour autant que le membre du personnel en cause ait pu être informé de ces faits au plus tard quatorze jours avant l'audition.

Art. 279/6. La sanction ne peut pas avoir de conséquence préalable à son prononcé.

La décision de sanction disciplinaire doit être prise dans un délai raisonnable à dater de la prise de connaissance des faits par le commandant ou son délégué.

TITRE 6. – De la procédure disciplinaire à l'encontre du commandant.

Art. 279/7. § 1^{er}. Le président qui a connaissance de faits par le rapport d'information rédigé par un membre de l'inspection générale visée à l'article 168 de la loi du 15 mai 2007 ou qui est informé de faits dont il estime qu'ils doivent donner lieu à des poursuites disciplinaires, ouvre une action disciplinaire contre le commandant en lui notifiant par lettre recommandée ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, un rapport introductif et en le convoquant à une audition.

A peine de nullité de la procédure, le rapport d'information rédigé par un membre de l'inspection générale doit être adressé au président dans les trente jours qui suivent la commission des faits ou la prise de connaissance des faits par la personne qui rédige le rapport.

A peine de nullité de la procédure, la notification du rapport introductif doit être faite dans les soixante jours qui suivent la prise de connaissance des faits par le président.

Art. 276. Wanneer de raad van mening is dat de feiten niet bestraft dienen te worden met een ontslag van ambtswege of een afzetting, spreekt het een lichtere sanctie uit zoals bepaald in artikel 250, eerste lid, 1^o tot 3^o en artikel 250, tweede lid, 1^o tot 3^o.

Art. 277. Op straffe van nietigheid van de procedure, doet het college of de raad uitspraak over de op te leggen tuchtsanctie binnen de zestig dagen vanaf de datum van de afsluiting van het proces-verbaal.

Art. 278. Het lid van het college of van de raad dat niet gedurende alle verhoren voor het college of de raad aanwezig was, mag niet deelnemen aan de beraadslaging, noch deelnemen aan de stemming over de uit te spreken tuchtsanctie.

Art. 279. De gemotiveerde beslissing wordt binnen de veertien dagen aan het betrokken personeelslid meegedeeld, hetzij per ter post aangetekend schrijven, hetzij via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum.

Art. 279/1. Binnen de twintig dagen volgend op de datum van kennisneming van de beraadslaging van het college of van de raad waarin beslist wordt over een tuchtsanctie, kan het personeelslid een beroep indienen bij de beroepskamer vermeld in de artikelen 171 tot 173.

Art. 279/2. § 1. Het personeelslid kan niet het voorwerp uitmaken van een tuchtprocedure voor feiten die reeds gesanctioneerd werden, onder voorbehoud van nieuwe elementen die de heropening van het dossier rechtvaardigen en die zich voordoen tijdens de verjaringstermijn van de tuchtprocedure.

§ 2. De tuchtprocedure mag alleen betrekking hebben op feiten die zich hebben voorgedaan of die zijn vastgesteld binnen een termijn van zes maanden voorafgaand aan de datum waarop de vordering wordt ingesteld.

Art. 279/3. § 1. Als in verband met dezelfde feiten de strafprocedure werd ingesteld, wordt de termijn van artikel 265 en van artikel 279/2, § 2, gestuit tot op de dag dat de tuchtprocedure ingelicht wordt dat een beslissing werd uitgesproken en dat die beslissing in kracht van gewijsde is getreden. De tuchtprocedure stelt zich op de hoogte met betrekking tot de uitkomst van deze beslissing.

§ 2. De strafprocedure doet geen afbreuk aan de mogelijkheid van de tuchtprocedure om een tuchtsanctie uit te spreken. Indien een opgelegde tuchtsanctie onverenigbaar blijkt te zijn met een latere in kracht van gewijsde getreden strafrechtelijke uitspraak, trekt de tuchtprocedure de opgelegde tuchtsanctie in en dit met terugwerkende kracht vanaf de datum dat de tuchtsanctie is uitgesproken.

Art. 279/4. Indien meer dan één feit wordt aangerekend aan het personeelslid, kan dit slechts aanleiding geven tot één procedure en tot de uitspraak van één tuchtsanctie.

Art. 279/5. Wanneer in de loop van een tuchtprocedure een nieuw feit ten laste wordt gelegd, kan dit tot een nieuwe procedure aanleiding geven zonder dat de lopende procedure wordt onderbroken.

Indien de nieuwe feiten echter samenhangen met de feiten waarvoor de reeds lopende tuchtprocedure werd opgestart, kunnen deze bij de procedure worden bijgevoegd vóór het verhoor voorzien in artikel 267 en dat voor zover het betrokken personeelslid ten laatste veertien dagen vóór het verhoor op de hoogte kon worden gebracht van die feiten.

Art. 279/6. De sanctie mag geen gevolgen hebben vooraleer ze uitgesproken werd.

De beslissing tot een tuchtsanctie moet binnen een redelijke termijn worden genomen vanaf de datum van kennisneming van de feiten door de commandant of diens afgevaardigde.

TITEL 6. – De tuchtprocedure tegen de commandant

Art. 279/7. § 1. De voorzitter die kennis heeft van feiten door het informatieverlag opgemaakt door een lid van de algemene inspectie, bedoeld in artikel 168 van de wet van 15 mei 2007 of die op de hoogte is van feiten waarvan hij meent dat zij aanleiding moeten geven tot een tuchtrechtelijke vervolging, stelt een tuchtprocedure in tegen de commandant door hem per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum, een kopie van het inleidend verslag te betekenen en hem op te roepen voor verhoor.

Op straffe van nietigheid van de procedure, moet het informatieverlag opgemaakt door een lid van de algemene inspectie naar de voorzitter worden gestuurd binnen de dertig dagen die volgen op het plegen van de feiten of na de kennisneming ervan door de persoon die het verslag opstelt.

Op straffe van nietigheid van de procedure, dient de betekening van het inleidend verslag te gebeuren binnen de zestig dagen volgend op de kennisneming van de feiten door de voorzitter.

§ 2. Le rapport introductif mentionne les éléments repris à l'article 265, § 2.

§ 3. Le commandant dispose d'au minimum quatorze jours pour préparer sa défense et introduire un mémoire auprès du président.

Le commandant en cause dépose son mémoire de défense ainsi que toute autre pièce au plus tard le jour de son audition.

§ 4. Sur demande motivée du commandant, l'audition peut être reportée dans un délai raisonnable. La nouvelle date est notifiée au commandant.

Art. 279/8. Les témoignages écrits ou verbaux ou toutes nouvelles pièces introduites au dossier par le commandant ou le président après l'envoi du rapport introductif sont communiquées au président ou au commandant au plus tard quatorze jours après l'audition. Ces derniers disposent d'un délai de quatorze jours pour communiquer leurs remarques par écrit.

Art. 279/9. Outre l'application de l'article 263, l'audition du commandant devant le président ou un membre du conseil désigné par le président a lieu en présence d'un autre membre du conseil désigné également par le président.

A sa demande, le commandant est entendu en l'absence du membre du conseil visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 279/10. Il est dressé un procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Un secrétaire peut être chargé de la rédaction du procès-verbal lors de l'audition.

Le procès-verbal est dressé lors de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et le commandant est invité à le signer. Au moment de la signature, le commandant peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué au commandant dans les quatorze jours suivant l'audition avec invitation à le signer. Dans le courrier d'envoi du procès-verbal, il est précisé que le commandant peut formuler des réserves et doit renvoyer le procès-verbal signé dans les quatorze jours à dater de l'envoi du courrier. En cas de non-retour du procès-verbal ou de retour du procès-verbal non signé, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé à sa signature par le commandant visée à l'alinéa 3 ou à l'écoulement du délai des quatorze jours pour le renvoi du procès-verbal visé à l'alinéa 4.

Art. 279/11. Si le commandant a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté sans motif valable, le président établit, selon le cas, dans les quatorze jours à dater de la renonciation par écrit dans le premier cas et à dater de l'audition dans le deuxième cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé le jour de sa rédaction.

Art. 279/12. Lorsque le président estime que les faits doivent être sanctionnés, il transmet le dossier disciplinaire au collège dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal.

Si le président ne se prononce pas dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal, il est considéré qu'aucune action disciplinaire n'est entamée.

Art. 279/13. § 1^{er}. Le président convoque le commandant pour être entendu par le collège, ou conseil en application de l'article 279/17. La convocation est envoyée par lettre recommandée ou par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine. A peine de nullité de la procédure, la notification de la convocation doit être faite au plus tard dans les soixante jours qui suivent la réception du dossier disciplinaire et au moins vingt jours avant l'audition.

§ 2. La convocation mentionne les éléments repris à l'article 271, § 2.

§ 2. Het inleidend verslag bevat de vermeldingen opgesomd in artikel 265, § 2.

§ 3. De commandant beschikt over minstens veertien dagen om zijn verdediging voor te bereiden en een verweerschrift in te dienen bij de voorzitter.

De betrokken commandant bezorgt zijn verweerschrift evenals elk ander stuk ten laatste op de dag van zijn verhoor.

§ 4. Op gemotiveerd verzoek van de commandant kan het verhoor worden uitgesteld binnen een redelijke termijn. De nieuwe datum wordt meegedeeld aan de commandant.

Art. 279/8. De schriftelijke of mondelinge getuigenissen of nieuwe stukken die door de commandant of door de voorzitter bij het dossier worden bijgevoegd na het versturen van het inleidend verslag, worden ten laatste veertien dagen na het verhoor meegedeeld aan de voorzitter of aan de commandant. Deze beschikken over een termijn van veertien dagen om hun opmerkingen schriftelijk mee te delen.

Art. 279/9. Onverminderd de toepassing van artikel 263, gebeurt het verhoor van de commandant door de voorzitter of een lid van de raad aangeduid door de voorzitter, in aanwezigheid van een ander lid van de raad dat daartoe eveneens werd aangeduid door de voorzitter.

Op zijn vraag wordt de commandant verhoord in afwezigheid van het lid van de raad bedoeld in het eerste lid.

Art. 279/10. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgesteld, dat getrouw de verklaringen van de verhoorde persoon weergeeft.

Een secretaris kan belast worden met de opmaak van het proces-verbaal tijdens het verhoor.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt tijdens het verhoor en wordt onmiddellijk voorgelezen. De commandant wordt verzocht om het te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan de commandant opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

Als het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verhoor, wordt het binnen de veertien dagen volgend op het verhoor meegedeeld aan de commandant met het verzoek om het te ondertekenen. De begeleidende brief bij het proces-verbaal vermeldt dat de commandant opmerkingen kan formuleren en dat hij het proces-verbaal ondertekend moet terugsturen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het versturen van de brief. Indien het proces-verbaal niet of niet ondertekend wordt teruggestuurd, wordt dit vermeld in het proces-verbaal van verhoor.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten bij de ondertekening door de commandant bedoeld in het derde lid of bij afloop van de termijn van veertien dagen voor het terugsturen van het proces-verbaal bedoeld in het vierde lid.

Art. 279/11. Als de commandant er schriftelijk van afgezien heeft gehoord te worden of niet verschenen is zonder geldige reden, stelt de voorzitter binnen de veertien dagen vanaf het schriftelijke afzien in het eerste geval, en vanaf de hoorzitting in het tweede geval, een proces-verbaal van weigering of van niet-verschijning op.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten op de datum dat het wordt opgesteld.

Art. 279/12. Wanneer de voorzitter van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden, bezorgt hij het tuchtdossier aan het college binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal.

Wanneer de voorzitter zich niet uitspreekt binnen de veertien dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal, wordt aangenomen dat geen enkele tuchtvordering wordt ingesteld.

Art. 279/13. § 1. De voorzitter roept de commandant op om door het college of de raad in toepassing van het artikel 279/17 gehoord te worden. De oproeping gebeurt per aangetekend schrijven of via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum. Op straffe van nietigheid van de procedure, dient de betekening van de oproeping te gebeuren ten laatste binnen de zestig dagen volgend op de ontvangst van het tuchtdossier en ten minste twintig dagen vóór het verhoor.

§ 2. De oproeping bevat de vermeldingen opgesomd in artikel 271, § 2.

§ 3. Le commandant dispose d'au minimum quatorze jours pour préparer sa défense et introduire un mémoire ainsi que tout autre pièce justificative auprès du président au plus tard quatorze jours avant son audition.

§ 4. Sur demande motivée du commandant, l'audition peut être reportée dans un délai raisonnable. La nouvelle date lui est notifiée.

Art. 279/14. Il est dressé un procès-verbal de l'audition, qui reproduit fidèlement les déclarations de la personne entendue.

Un secrétaire peut être chargé de la rédaction du procès-verbal lors de l'audition.

Le procès-verbal est dressé lors de l'issue de l'audition, il en est donné lecture immédiatement et le commandant est invité à le signer. Au moment de la signature, le commandant peut formuler des réserves. S'il refuse de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition qui reprend le cas échéant le motif de ce refus.

Si le procès-verbal est dressé après l'audition, il est communiqué au commandant dans les quatorze jours suivant l'audition avec invitation à le signer. Dans le courrier d'envoi du procès-verbal, il est précisé que le commandant peut formuler des réserves et doit renvoyer le procès-verbal signé dans les quatorze jours à dater de l'envoi du courrier. En cas de non-retour du procès-verbal ou de retour du procès-verbal non signé, il en est fait mention dans le procès-verbal d'audition.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé à sa signature par le commandant visée à l'alinéa 3 ou à l'écoulement du délai des quatorze jours pour le renvoi du procès-verbal visé à l'alinéa 4.

Art. 279/15. Si le commandant a renoncé par écrit à être entendu ou ne s'est pas présenté sans motif valable, le président établit, dans les quatorze jours à dater de la renonciation par écrit dans le premier cas et à dater de l'audition dans le deuxième cas, un procès-verbal de renonciation ou de non-comparution.

Le procès-verbal est considéré comme clôturé le jour de sa rédaction.

Art. 279/16. Le collège ou le conseil en application de l'article 279/17 statue après avoir entendu le président et le commandant en cause. Le président et les membres du conseil ayant participé à l'audition conformément à l'article 279/9 ainsi que le commandant ne participent pas à la délibération du collège ou du conseil.

Art. 279/17. Lorsque le collège estime que les faits doivent être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, il renvoie la procédure devant le conseil dans les quatorze jours à dater de la clôture du procès-verbal d'audition, de renonciation ou de non-comparution.

Art. 279/18. Si le conseil estime que les faits ne doivent pas être sanctionnés par une démission d'office ou une révocation, il prononce une sanction plus légère telle que prévue à l'article 250, alinéa 3, 1° à 3°.

Art. 279/19. A peine de nullité de la procédure, le collège ou le conseil se prononce sur la sanction disciplinaire à infliger, dans les soixante jours à dater de la clôture du procès-verbal.

Art. 279/20. Le membre du collège ou du conseil qui n'était pas présent durant l'ensemble des auditions devant le conseil, ne peut pas prendre part à la délibération ni participer au vote sur la sanction disciplinaire à prononcer.

Art. 279/21. La décision est transmise au commandant, soit par lettre recommandée soit par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, dans les quatorze jours.

Art. 279/22. Dans les vingt jours qui suivent la date de prise de connaissance de la délibération du collège ou du conseil décidant une sanction disciplinaire, le commandant peut introduire un recours devant la chambre de recours visée aux articles 171 à 173.

Art. 279/23. La décision de sanction disciplinaire doit être prise dans un délai raisonnable à dater de la prise de connaissance des faits par le président. »

§ 3. De commandant beschikt over minstens veertien dagen om zijn verdediging voor te bereiden en om een verweerschrift of een ander rechtvaardigingsstuk in te dienen bij de voorzitter, en dit ten laatste veertien kalenderdagen vóór zijn verhoor.

§ 4. Op gemotiveerd verzoek van de commandant kan het verhoor worden uitgesteld binnen een redelijke termijn. De nieuwe datum wordt hem meegedeeld.

Art. 279/14. Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgesteld, dat getrouw de verklaringen van de gehoorde persoon weergeeft.

Een secretaris kan belast worden met de opmaak van het proces-verbaal tijdens het verhoor.

Het proces-verbaal wordt opgemaakt bij afloop van het verhoor en wordt onmiddellijk voorgelezen. De commandant wordt verzocht om het te ondertekenen. Op het moment van de ondertekening kan de commandant opmerkingen formuleren. Indien hij weigert om te tekenen, wordt hiervan melding gemaakt in het proces-verbaal van verhoor, dat, in voorkomend geval, de reden van deze weigering vermeldt.

Als het proces-verbaal wordt opgemaakt na het verhoor, wordt het binnen de veertien dagen volgend op het verhoor meegedeeld aan de commandant met het verzoek om het te ondertekenen. De begeleidende brief bij het proces-verbaal vermeldt dat de commandant opmerkingen kan formuleren en dat hij het proces-verbaal ondertekend moet terugsturen binnen de veertien dagen vanaf de datum van het versturen van de brief. Indien het proces-verbaal niet of niet ondertekend wordt teruggestuurd, wordt dit vermeld in het proces-verbaal van verhoor.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten bij de ondertekening door de commandant bedoeld in het derde lid of bij afloop van de termijn van veertien dagen voor het terugsturen van het proces-verbaal bedoeld in het vierde lid.

Art. 279/15. Als de commandant er schriftelijk van afgezien heeft gehoord te worden of niet verschenen is zonder geldige reden, stelt de voorzitter binnen de veertien dagen vanaf het schriftelijke afzien in het eerste geval, en vanaf de hoorzitting in het tweede geval, een proces-verbaal van weigering of van niet-verschijning op.

Het proces-verbaal wordt beschouwd als afgesloten op de datum dat het wordt opgesteld.

Art. 279/16. Het college of de raad in toepassing van het artikel 279/17 doet uitspraak na de voorzitter en de betrokken commandant te hebben gehoord. Noch de voorzitter en de leden van de raad die hebben deelgenomen aan het verhoor overeenkomstig artikel 279/9, noch de commandant, nemen deel aan de beraadslaging van het college of de raad.

Art. 279/17. Wanneer het college van mening is dat de feiten bestraft dienen te worden met een ontslag van ambtswege ou een afzetting, verwijst het de procedure naar de raad binnen de veertien dagen vanaf de datum van de afsluiting van het proces-verbaal van de hoorzitting, van afzien of van niet-verschijning.

Art. 279/18. Wanneer de raad van mening is dat de feiten niet bestraft dienen te worden met een ontslag van ambtswege ou een afzetting, spreekt het een lichtere sanctie uit zoals bepaald in artikel 250, derde lid, 1° tot 3°.

Art. 279/19. Op straffe van nietigheid van de procedure, doet het college of de raad uitspraak over de op te leggen tuchtsanctie binnen de zestig dagen vanaf de datum van het sluiten van het proces-verbaal.

Art. 279/20. Het lid van de college of de raad dat niet aanwezig was gedurende alle verhoren voor de raad mag niet deelnemen aan de beraadslaging, noch deelnemen aan de stemming over de uit te spreken tuchtsanctie.

Art. 279/21. De beslissing wordt binnen de veertien dagen bezorgd aan de commandant, hetzij per ter post aangetekend schrijven, hetzij via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum.

Art. 279/22. Binnen de twintig dagen volgend op de datum van kennisneming van de beraadslaging van de college of de raad waarin beslist wordt over een tuchtsanctie, kan de commandant een beroep indienen bij de beroepskamer vermeld in de artikelen 171 tot 173.

Art. 279/23. De beslissing tot een tuchtsanctie moet binnen een redelijke termijn worden genomen vanaf de datum van kennisneming van de feiten door de voorzitter."

Art. 11. Dans le même arrêté, le livre 12 est remplacé par le livre suivant comprenant les articles 291 à 296 rédigés comme suit :

« LIVRE 12. - DE LA SUSPENSION DANS L'INTÉRÊT DU SERVICE

Art. 291. Le membre du personnel peut être suspendu de ses fonctions par mesure d'ordre, par le collège dans les cas suivants :

1° lorsque le membre du personnel fait l'objet de poursuites pénales ;

2° lorsque le membre du personnel fait l'objet de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants ;

3° lorsque la présence du membre du personnel est incompatible avec l'intérêt du service.

La suspension est proposée au collège par le commandant.

Le membre du personnel est entendu par le collège. Il peut être assisté ou représenté par la personne de son choix à tous les stades de la procédure. La convocation mentionne les faits qui sont à l'origine de la procédure. La convocation pour l'audition est envoyée au membre du personnel au minimum quatorze jours avant la date de l'audition.

Par dérogation à l'article 184, pendant la suspension dans l'intérêt du service, le membre du personnel n'a pas droit à une promotion par avancement de grade.

Art. 292. Par dérogation à l'article 184, le collège peut priver le membre du personnel suspendu de la faculté de faire valoir ses titres à la promotion barémique et, pour le membre du personnel professionnel, réduire son traitement.

La réduction du traitement ne peut excéder celle visée à l'article 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Art. 293. Sauf en cas de poursuites pénales ou de recours devant la chambre de recours visée aux articles 171 à 173, la durée de la suspension dans l'intérêt du service ne dépasse pas six mois.

Si aucune sanction disciplinaire n'est infligée à l'issue de la procédure disciplinaire, tous les effets de la suspension préventive sont supprimés.

Aux termes de chaque période de six mois, en cas de poursuites pénales ou de recours devant la chambre de recours visée aux articles 171 à 173, le dossier est présenté devant le collège pour une évaluation de la situation. Le collège décide de prolonger ou de lever la suspension dans l'intérêt du service.

Art. 294. En cas d'extrême urgence, le commandant peut prononcer immédiatement la suspension dans l'intérêt du service.

La décision devra être confirmée par le collège selon la procédure visée aux articles 291 à 293 dans les trente jours.

En cas de non confirmation de la suspension dans l'intérêt du service par le collège dans le délai de trente jours, la suspension prononcée par le commandant prend fin de plein droit.

Art. 295. La décision prononçant la suspension dans l'intérêt du service est transmise au membre du personnel en cause, soit par lettre recommandée soit par toutes autres voies qui confèrent au courrier valeur probante et date certaine, dans les quatorze jours .

Art. 296. Dans les quatorze jours qui suivent la date de prise de connaissance de la délibération du collège prononçant la suspension dans l'intérêt du service, le membre du personnel peut introduire un recours devant la chambre de recours visée aux articles 171 à 173. »

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur 30 jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux procédures disciplinaires entamées avant son entrée en vigueur.

Art. 13. Le ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 septembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles
et du Renouveau démocratique,

A. VERLINDEN

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt boek 12 vervangen door het volgende boek dat de artikelen 291 tot 296 bevat, luidende:

BOEK 12. - SCHORSING IN HET BELANG VAN DE DIENST

Art. 291. Het personeelslid kan door het college als ordemaatregel in zijn ambt worden geschorst in de volgende gevallen:

1° wanneer het personeelslid het voorwerp uitmaakt van strafrechtelijke vervolgingen;

2° wanneer het personeelslid het voorwerp uitmaakt van tuchtvervolgingen wegens een zware fout waarbij de betrokkene op heterdaad is betrapt of waarvoor er afdoende aanwijzingen zijn;

3° wanneer de aanwezigheid van het personeelslid onverenigbaar is met het belang van de dienst.

De schorsing wordt door de commandant aan het college voorgesteld.

Het personeelslid wordt gehoord door het college. Het mag worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een persoon naar keuze in elke fase van de procedure. De oproeping vermeldt de feiten die aan de oorsprong van de procedure liggen. De oproeping voor het verhoor wordt aan het personeelslid verstuurd minstens veertien dagen voor de datum van het verhoor.

In afwijking van artikel 184, heeft het personeelslid tijdens de schorsing in het belang van de dienst geen recht op bevordering door verhoging in graad.

Art. 292. In afwijking van artikel 184, kan het college het geschorste personeelslid de mogelijkheid ontnemen om zijn rechten op bevordering in weddeschaal te doen gelden en, voor het beroepspersoneelslid, zijn wedde verminderen.

De vermindering van de wedde mag niet hoger liggen dan deze vermeld in artikel 23, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Art. 293. Behalve in geval van strafrechtelijke vervolgingen of een beroep voor de beroepskamer bedoeld in de artikelen 171 tot 173, duurt de schorsing in het belang van de dienst niet langer dan zes maanden.

Indien na afloop van de procedure geen enkele tucht sanctie opgelegd wordt, worden alle gevolgen van de schorsing in het belang van de dienst opgeheven.

Bij afloop van elke periode van zes maanden, in geval van strafrechtelijke vervolgingen of een beroep voor de beroepskamer bedoeld in de artikelen 171 tot 173, wordt het dossier opnieuw ter evaluatie voorgelegd aan het college. Op dat moment beslist het college om de schorsing in het belang van de dienst te verlengen of op te heffen.

Art. 294. In geval van uiterste hoogdringendheid kan de commandant onmiddellijk de schorsing in het belang van de dienst uitspreken.

Deze beslissing moet binnen de dertig dagen bevestigd worden door het college volgens de procedure vermeld in de artikelen 291 tot 293.

Ingeval van schorsing in het belang van de dienst niet binnen de termijn van dertig dagen wordt bevestigd door het college, eindigt de door de commandant uitgesproken schorsing van rechtswege.

Art. 295. De beslissing waarin de schorsing in het belang van de dienst wordt uitgesproken, wordt bezorgd aan het betrokken personeelslid, hetzij per ter post aangetekend schrijven, hetzij via elke andere drager met bewijskracht en vaste datum binnen de veertien dagen.

Art. 296. Binnen de veertien dagen volgend op de datum van kennisneming van de beraadslaging van het college waarin de schorsing in het belang van de dienst wordt uitgesproken, kan het personeelslid een beroep indienen bij de beroepskamer bedoeld in de artikelen 171 tot 173."

Art. 12. Dit besluit treedt in werking 30 dagen nadat het in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt.

Dit besluit is niet van toepassing op de tuchtprocedures die zijn opgestart vóór de inwerkingtreding ervan.

Art. 13. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 september 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen
en Democratische Vernieuwing,

A. VERLINDEN